

trajectoires.

le magazine de l'EJT

L'usine à maux

À Toulouse, l'usine Ipsophène
ravive les craintes des riverains



Toulouse
Le Café Authié
s'exporte
au Japon

Région
Adrien Séguret,
portrait
d'un capitaine

France
Mémoire - 80 ans
de la libération
d'Auschwitz

édition Janvier 2025

Dernier souffle

La colère gronde de toutes parts, mais ce qui frappe davantage, ce n'est pas son intensité, c'est l'assourdissant silence de ceux qui devraient l'entendre et chercher à la comprendre. L'écrivain Albert Camus écrivait dans *L'Homme révolté* « *la révolte naît du spectacle de la déraison, devant une condition injuste et incompréhensible* ». Aujourd'hui, la déraison, c'est cette course effrénée au pouvoir qui laisse sur le bas-côté des vies broyées et crée des fractures béantes.

Sous prétexte de sécurité territoriale, des milliers de Palestiniens sont brutalement contraints à l'exode, déracinés de leurs terres sous les yeux d'une communauté internationale de plus en plus silencieuse. En écho, à nos frontières, des migrants errent entre espoir et désespoir, parqués dans des camps insalubres qui incarnent notre impuissance ou notre refus à accueillir dignement ceux qui fuient guerres, misère et persécutions. Cette mécanique implacable de déshumanisation a franchi un cap avec l'investiture de Donald Trump, symbole d'une ère où l'égoïsme nationaliste semble triompher au détriment des principes fondamentaux de solidarité internationale.

Alors que les fondements démocratiques vacillent, les réponses apportées sont d'une affligeante faiblesse. Faut-il s'étonner que la désespérance politique fasse naître des révoltes plus radicales ?

Face à ces persécutions qui frappent sans détour, l'humanité avance à tâtons, sans filet de sécurité, et se laisse submerger par la facilité technologique. Surveillance globalisée, IA générative et robots-humains : ces machines capables de créer et de décider à notre place modifient en profondeur notre rapport à la société.

Il est si facile de céder au repli sur soi. Pourtant, partout, des élans de solidarité subsistent. Ils rappellent que l'humanité ne se résume pas à ses fractures. Il suffit parfois, alors que tous les projecteurs sont braqués sur la peur et le rejet, de changer de focale. On voit alors ces chaînes de soutien se tisser, discrètes mais résilientes. Et si nous faisons le pari de l'empathie ? De cette capacité précieuse à voir le monde à travers les yeux de l'autre, à accueillir ses joies comme ses détresses.

Le fil n'est pas cassé.

À nous de le retendre.

ÉDITO

≡ Corentin DELORME, Juliette GAUDILLIER

Directeur de la publication : Pierre Ginabat

Directrice de la rédaction : Virginie Peytavi

Rédacteurs en chef : Corentin Delorme, Juliette Gaudillier

Chefs de rubrique : Valentine Bresson, Jean-Côme Huguette, Pénélope Jobert,

Maëlle Landrieau, Lucile Martin, Luce Trufier

Cheffe maquettiste : Louise Deshautels

Maquettistes : Daphnée Capaces, Rudy Cossec, Nina Foyer, Naïs Frulio, Nicolas Montero, Maël Rouan, Amélie Soulière

Photographes : Lauriane Legrand, Elsa Sename

Rédacteurs : Aymen Amiri, Marion Arnoult, Zoltan Bach, Cédric Bardaji et Benitez,

Pierre Bourgeois, Romain Breban, Mathéo Datas, Théo De Sousa, Axelle Fourteau,

Quentin Girard, Loubna Hadj-Ali, Antoine Lascaray, Carla Le Page, Daniel Lumbroso,

Elsa Lussin, Henri Michelet, Mariola Oyono, Léopold Paitier, Lina Rossi, Guisane Stafford,

Ludovic Thorel, Bianca Turco, Elsa Versepuy, Nina Weiller, Tina Wild

SOMMAIRE

P. 4-10

TOULOUSE

P. 11-15

RÉGION

P. 16-22

FRANCE

P. 23-26

MONDE

P. 27-30

SPORT

P. 31-34

CULTURE

DOSSIER

Nouvelle usine classée **Seveso** à Toulouse : un mal sans remède ?



L'usine Ipsophene est située dans un complexe industriel classé Seveso. © Lauriane Legrand

Depuis deux ans, un bras de fer s'est engagé entre les riverains du quartier Croix de Pierre et le PDG d'Ipsophene, une usine de paracétamol qui s'est installée à Toulouse. La controverse tourne autour de l'emplacement du site, classé Seveso.

Avant même son ouverture, la seule usine de paracétamol implantée en France fait déjà parler d'elle. L'entreprise compte s'installer sur l'île d'Empalot, dans les anciens locaux du groupe chimique Safran-SNPE et à proximité de l'ancien site AZF. Surtout, elle sera située au coeur d'un complexe industriel comprenant déjà une usine ArianeGroup de perchlorate d'ammonium. Un emplacement classé Seveso seuil haut qui suscite beaucoup d'inquiétude chez les riverains et qui ravive chez eux des souvenirs traumatisants. « *J'ai vécu la catastrophe AZF en 2001* », explique Naïma, 59 ans, faisant référence à l'accident industriel ayant causé la mort de 31 personnes. « *C'était une très mauvaise expérience. Je vous avoue que j'ai peur. Je ne fais pas confiance à ce que disent les politiques sur ce sujet.* » Jérôme Favrel, président du comité de quartier Croix de Pierre, situé non loin de l'usine, voit lui aussi cette installation d'un mauvais œil. « *C'est un site dangereux. Les premières habitations sont situées à 800 mètres et le Capitole est à 4 kilomètres. Il y a clairement de gros dangers et des personnes peuvent mourir* », dénonce-t-il.

Un rapport de force déséquilibré

Cette querelle ne date pas d'hier, mais les tensions se sont intensifiées entre les riverains et le PDG d'Ipsophene, Jean Boher, un entrepreneur toulousain qui exprime clairement son agacement : « *Je ne comprends pas leur inquiétude. On leur a montré qu'il n'y aurait pas d'impact, et ils ne veulent pas entendre. J'en ai ras-le-bol sincèrement, ça me fatigue quand on nous compare à AZF.* » Le vice-président de la Région Occitanie, Vincent Bounes, se veut rassurant quant à l'ouverture de cette usine. « *C'est du paracétamol, donc c'est une molécule qui est quand même extrêmement connue et stable. (...) On ne parle pas du tout de produits industriels azotés comme AZF. On est vraiment sur des petites usines qui utilisent peu de produits chimiques et peu de réactifs.* »



Une plaque commémorative AZF est placée proche de l'usine. © Elsa Sename

« C'est un site dangereux. Les premières habitations sont situées à 800 mètres et le Capitole est à 4 kilomètres. »

Pas de quoi rassurer les riverains : « *Le principe de l'étude des risques, c'est d'envisager les pires dégâts* » s'alarme Jérôme Favrel. « *S'il y a une explosion, les produits qui sont entreposés chez Ipsophene vont se retrouver dans l'air et la nature tout autour.* » Un bras de fer solidement engagé entre deux parties irréconciliables. Avec un avantage pour l'entreprise de paracétamol. En effet, l'installation de l'usine est appuyée par l'État,

la Région, et même la municipalité. « *Nous avons écrit à Toulouse Métropole le 17 novembre et on n'a eu aucun retour. Et pire que ça, M. Moudenc, dans ses vœux, s'est permis de dire que le projet était déjà approuvé. Or, l'enquête publique n'a pas encore eu lieu* » déplore le président du quartier Croix de Pierre. Malgré ce rapport de force défavorable aux riverains, ces derniers ne semblent pas prêts d'abandonner : « *On essaiera un peu tous les moyens qui sont à notre disposition. Ça peut être des rassemblements, mais (...) on est également prêts à aller en justice. Nous avons recruté un avocat. Ils n'ont pas le droit de s'installer ici* », conclut Jérôme Favrel.

Usine de Paracétamol à Toulouse : de quoi parle-t-on ?

Plusieurs millions d'euros investis, 4 000 tonnes de paracétamol produits chaque année... L'usine Ipsophene devient un point central en ce qui concerne la souveraineté nationale.

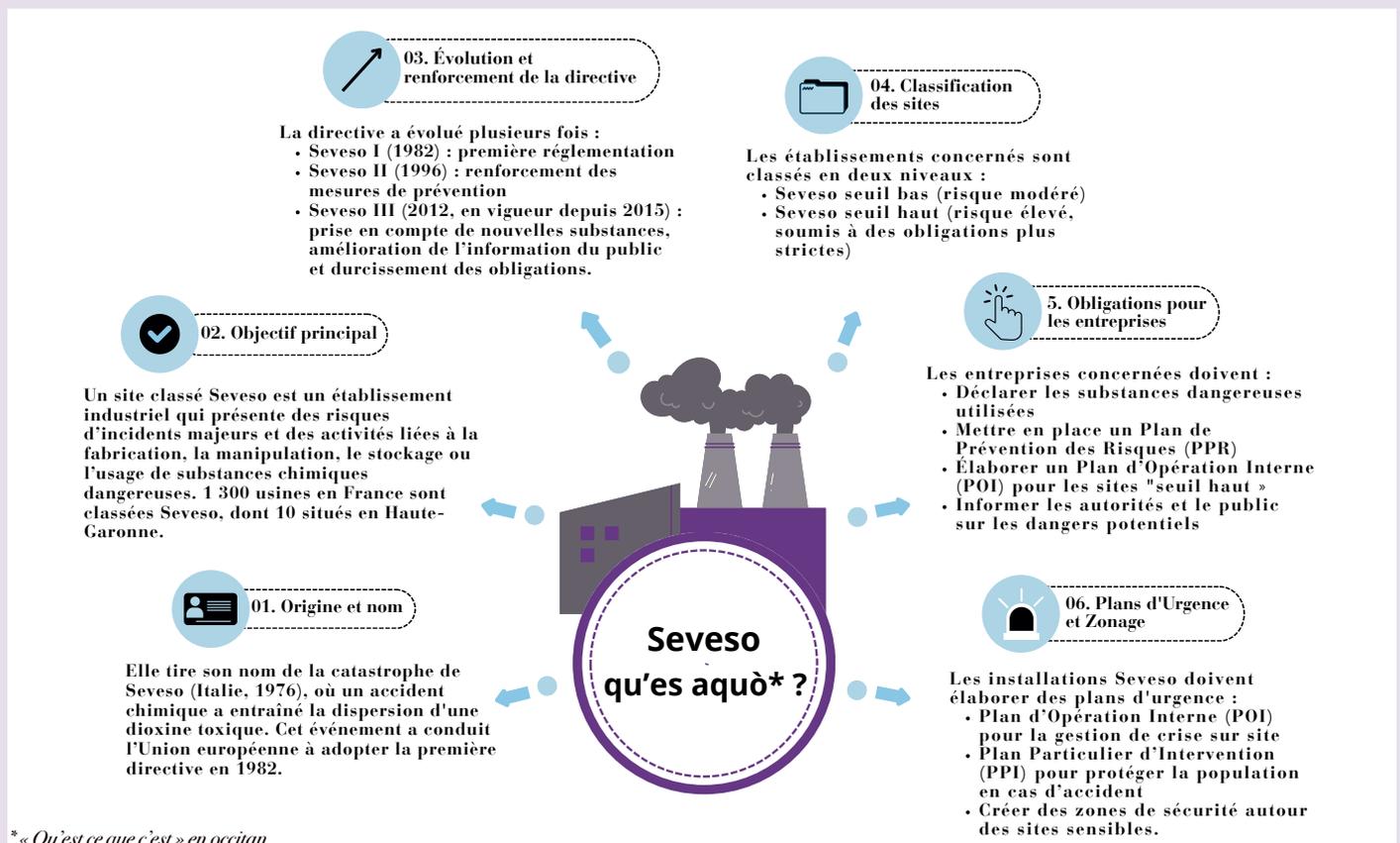
La nouvelle n'a cessé de diviser depuis son annonce au cours de l'été 2023. Toutefois, l'ouverture de l'usine Ipsophene à Toulouse représente indéniablement un sérieux atout pour la souveraineté pharmaceutique de la France. Et pour cause : le site produira entre 3 000 et 4 000 tonnes de paracétamol chaque année, soit entre le tiers et la moitié des besoins du pays, selon les prévisions. Pour l'heure, l'usine est toujours en construction et les premières molécules ne verront le jour qu'à partir de 2026. En attendant, elle devrait employer un total de 40 personnes, majoritairement des techniciens et des ingénieurs.

Un investissement important

Né du plan d'investissement France 2030 pour la réindustrialisation du pays, le projet d'Ipsophene est logiquement soutenu par les pouvoirs publics. Sur les 28 millions nécessaires à l'ouverture de l'usine, l'État doit investir près de 14 millions d'euros et la Région Occitanie à hauteur de 4,2 millions d'euros. Pour le vice-président de la Région, Vincent Bounes, l'ouverture de cette usine représente un véritable enjeu de développement : « C'est un symbole parce que l'Occitanie est une région dynamique. C'est une région qui innove et qui est vraiment en pointe dans

le domaine de la santé. » Pourtant, les promesses d'investissement de la Région n'ont toujours pas été tenues comme le confirme Jean Boher : « On n'a toujours rien reçu, mais on devrait toucher les fonds au fur et à mesure. » La start-up toulousaine dispose également d'un allié de poids dans le secteur privé : l'entreprise agenaise UPSA, fabricant des célèbres produits Dafalgan et Efferalgan, qui est entrée en 2023 au capital d'Ipsophene. Elle a joué un rôle dans son installation sur l'île d'Empalot.

≡ Cédric BARDAJI,
Daniel LUMBROSO



Éric Crubézy : le Toulousain qui redonne une voix aux morts

PORTRAIT

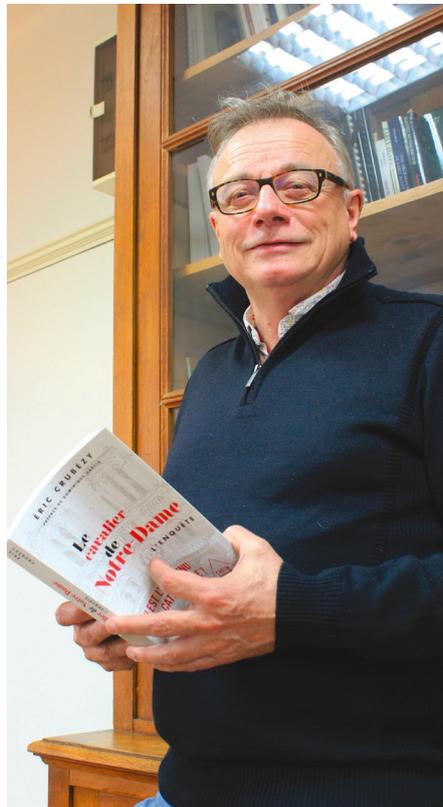
Un pied dans les tombes, l'autre dans la science, Éric Crubézy explore l'histoire humaine à travers les squelettes. Toulousain de l'année 2024, il retrace son parcours avec passion.

Dans les couloirs de la faculté de médecine de Toulouse, sur les allées Jules Guesde, Éric Crubézy ne passe pas inaperçu. À 64 ans, le Dunkerquois conjugue modestie et passion pour faire revivre les histoires oubliées des morts. Médecin de formation, il a très vite pris un chemin singulier, mêlant biologie, histoire et archéologie. Ce parcours atypique, il le résume avec simplicité et humour : « *J'ai toujours voulu comprendre les humains, dans toute leur complexité, qu'ils soient vivants ou morts.* » Sa vocation prend racine dès l'enfance. À l'âge de six ans, il participe à ses premières fouilles, fasciné par les objets et ossements déterrés. Il ne sait pas encore que cette curiosité deviendra le moteur de toute une vie. Après des études en médecine et une thèse en sciences, il devient maître de conférences à Bordeaux en 1987, puis pose ses valises à Toulouse en 1997, où il fonde un laboratoire de recherche. Sa spécialité ? L'étude des squelettes anciens et des rites funéraires. « *Les os racontent des histoires incroyables. Ils sont comme des livres qu'il faut savoir lire.* »

« J'ai toujours voulu comprendre les humains, dans toute leur complexité, qu'ils soient vivants ou morts »

Si Éric Crubézy a exploré les vestiges du sud de Madagascar, ce sont les terres glaciales de Sibérie qui marquent profondément sa carrière. De 2002 à 2019, il mène des fouilles sur des sépultures millénaires enfouies sous le pergélisol. Mais son travail ne s'arrête pas à la fouille. Grâce aux

avancées technologiques, il analyse l'ADN ancien pour remonter le fil de l'histoire des populations humaines, comprendre leurs migrations, leurs maladies et leurs évolutions. En 2022, il est très médiatisé pour son travail sur le sarcophage médiéval découvert sous Notre-Dame de Paris.



Eric Crubézy dans son bureau. © Elsa Sename

Une étude qui attire l'attention, bien que l'archéologue insiste sur le fait qu'elle est un épiphénomène comparé à ses travaux plus vastes sur les populations anciennes. « *C'était pas ma tasse de thé. Je m'intéresse plus à l'étude des populations qu'à l'étude des sujets individuels.* » Éric Crubézy est aussi un penseur des enjeux de l'archéologie moderne. Parmi les nouvelles frontières, il évoque l'analyse de l'ADN présent

dans les sédiments qui pourrait ouvrir des perspectives inédites sur l'histoire humaine. Ces avancées n'auraient pas été possibles sans l'évolution des outils scientifiques - scanner, modélisation, séquençage génétique - qu'il utilise avec enthousiasme.

Un Toulousain au service de la science

En 2024, Éric Crubézy est élu « *Toulousain de l'année* », une distinction qu'il accueille avec sa modestie habituelle. « *C'est surtout une reconnaissance pour la recherche scientifique dans son ensemble* », insiste-t-il avant de saluer ses concurrents - athlètes paralympiques et figures engagées - qu'il considère tout aussi méritants. Au-delà de ses découvertes, Éric Crubézy est un passeur de savoir. Professeur apprécié, il a formé des générations d'étudiants en archéologie et anthropologie. « *Je leur dis toujours : soyez curieux, ne vous limitez pas à une seule discipline. L'archéologie seule ne suffit pas, il faut savoir lier les fils entre histoire, biologie et sciences sociales.* » Si Éric Crubézy se consacre à l'étude du passé, il reste attentif au présent. La guerre en Ukraine le touche particulièrement : « *Certains de mes anciens étudiants ont été envoyés au front et sont décédés. Ça m'a fait énormément de peine* ». Pour autant, l'homme au col en V ne se laisse pas abattre. Actuellement, il travaille sur la biographie d'un médecin-archéologue du XIX^e siècle, pionnier de la chirurgie préhistorique.

≡ Mariola OYONO

Régis Godec : « Il faut se rassembler sur quelque chose de cohérent »

INTERVIEW

Candidat aux municipales de 2026, le chef de file des Écologistes plaide pour un rassemblement de la gauche toulousaine et une politique écologique « plus audacieuse ».



Que représente la candidature des Écologistes ?

Notre volonté est de rassembler la gauche et les Écologistes pour ramener Toulouse dans notre camp. La ville vote souvent en notre faveur aux scrutins nationaux, mais régulièrement à droite aux municipales. Jean-Luc Moudenc est conseiller municipal depuis 1987. Il a une grande responsabilité dans les dysfonctionnements de la ville. Nous devons offrir une politique alternative au Capitole et nous amènerons les Écologistes en bonne place.

Est-ce pertinent d'avoir trois candidats issus de la gauche ?

Le mieux est évidemment de se rassembler. C'est ainsi que nous avons gagné en 2008 avec Pierre Cohen. Samedi 25 janvier, nous étions avec le Printemps toulousain dans un grand rassemblement avec l'ensemble des composantes de la gauche. Du Nouveau Parti Anticapitaliste au Parti Socialiste, nous mettons sur le plan de travail nos divergences, mais aussi nos convergences. Les autres forces politiques, dont la France Insoumise et son candidat François Piquemal, ne sont pas forcément les mieux placées pour réunir l'ensemble de la gauche. Mais j'ai l'espoir que la fatalité de la dispersion des voix de gauche ne se reproduise pas.

Ces divisions pourraient tourner à l'avantage du maire sortant...

C'est possible, mais il faut se rassembler sur quelque chose de cohérent, parler de notre programme, de notre vision de la ville et de notre manière de faire de la politique. Il est logique de faire des listes d'union dès le premier tour.

Régis Godec, candidat des Écologistes aux municipales de 2026 à Toulouse. © Elsa Sename

J'ai bon espoir que l'on puisse se retrouver sur des convergences. Mais si cela est impossible, les électeurs en jugeront.

Quelles mesures seraient prioritaires dans votre programme ?

Il y a un enjeu majeur à propos de l'adaptation au réchauffement climatique à Toulouse. La municipalité ne respecte d'ailleurs pas ses propres engagements sur le Plan Climat Air Energie Territoriale (PCAET). Il faut rapidement une autre politique d'adaptation sur le logement, la végétalisation de la ville ou la création d'îlots de fraîcheur. La question de la sécurité est aussi importante. Il y a des choses particulières à prendre en compte, sur les trafics de drogue notamment. Il faut revoir notre politique de prohibition à l'égard des drogues pour la dépénalisation, voire la légalisation encadrée de certaines d'entre elles comme le cannabis.

L'objectif de Jean-Luc Moudenc de planter 100 000 arbres d'ici 2030 est atteint à 60 %. Voyez-vous une première avancée dans la lutte contre le réchauffement climatique à Toulouse ?

On ne peut pas dire que planter des arbres aille dans le mauvais sens. Mais il faut regarder à quel point les arbres sont devenus les symboles des politiques écologistes. Où sont plantés ces arbres ? Dans des espaces qui sont déjà des zones de fraîcheur comme les Argoulets, où l'on a abattu un grand nombre d'arbres puis replanté d'autres. De même sur les îles du Ramier, où ils n'ont pas créé de fraîcheur supplémentaire. C'est par une politique urbaine plus audacieuse qu'on peut faire des îlots de fraîcheur et éviter la « bitumisation » que l'on a vu ces 30 dernières années.

Que prévoyez-vous pour l'aménagement du centre-ville, concernant la piétonnisation ?

Il faut redonner sa place au piéton et aux mobilités actives. Le maire de Toulouse caricature ses adversaires en les présentant comme opposés

aux investissements sur les voitures. Nous sommes pour un projet équilibré qui remet une place beaucoup plus modeste à la voiture en ville. Jean-Luc Moudenc est un spécialiste des « gadgets » sur l'écologie et plante, ici et là, quelques arbres dans des bacs ! Il faut mener un projet global et une autre vision de l'urbanisme.

« Les autres forces politiques ne sont pas forcément les mieux placés pour réunir l'ensemble de la gauche »

Votre parti s'est prononcé contre les politiques de transports liées à l'autoroute A69 et à la future LGV Bordeaux-Toulouse. Allez-vous maintenir cette opposition ?

Personne de bon sens ne peut soutenir la création d'une autoroute inutile sur 53 kilomètres pour 450 millions d'euros. Sur la ligne à grande vitesse (LGV), je comprends que les Toulousains soient intéressés à sa réalisation. Il faut regarder les avantages. Les investissements sur le ferroviaire doivent concerner le quotidien. Nous portons le projet d'un RER métropolitain pour utiliser l'étoile ferroviaire de Toulouse, plutôt que de mettre des milliards sur les liaisons avec Bordeaux et Paris.

Selon un sondage IFOP pour La Tribune, 77 % des Toulousains déclarent être satisfaits du travail de la municipalité. La marche paraît haute pour les Écologistes...

Elle est haute dans toutes les grandes villes ! Les maires sortants ont un excellent bilan et les administrés veulent y répondre favorablement. Mais une élection n'est pas un sondage. Nous avons un autre projet que celui de Jean-Luc Moudenc à faire connaître auprès des Toulousains. J'ai bon espoir, après avoir fait campagne, que nous serons en tête au second tour des municipales l'année prochaine.

≡ Henri MICHELET

En bref

Livraisons en centre-ville, la mairie annonce de nouvelles règles

Les camions de livraison de plus de neuf mètres sont interdits en centre-ville. Les véhicules thermiques ne peuvent plus livrer entre 11h30 et 19h et la durée maximum de stationnement sur une place livraison est abaissée. L'objectif est clair : fluidifier les 135 000 livraisons quotidiennes qui impactent le quotidien des habitants.

Lancement du dispositif « Stop Fraude » sur le réseau Tisséo

Cet outil de l'Union des Transports Publics et Ferroviaires va permettre au réseau d'améliorer le recouvrement des amendes. Pour ce faire, le réseau Tisséo dispose de la base de données fiscales du ministère des Finances et peut obtenir les adresses à jour des fraudeurs. Chaque année, la fraude représente environ 6,7 millions d'euros, selon le réseau.

Code de la Rue : les contrôles vont débuter en ville

Un an après la publication de ce code, la mairie annonce le début des contrôles par la police municipale. Ce livret rappelle les bonnes conduites à adopter pour l'ensemble des usagers de l'espace public : piétons, cyclistes, automobilistes...

Le recteur de l'académie de Toulouse prépare la rentrée 2025

22 postes seront supprimés, mais autant vont être créés a assuré Mostafa Forar. Lors de sa conférence de presse du mardi 28 janvier, le recteur a reconnu des difficultés scolaires, notamment liées à l'absence de professeurs et le manque d'effectifs dans les établissements scolaires.

≡ Lucile MARTIN

Tourisme : Toulouse, la ville de toutes les récompenses

REPORTAGE

Élue première ville mondiale à visiter en 2025 par l'éditeur de guides de voyages Lonely Planet, Toulouse a (presque) l'habitude de recevoir ce genre de récompenses. Retour sur les quatre distinctions de la Ville rose qui font d'elle une métropole incontournable.

Delizioso : le meilleur kebab d'Occitanie couronné une nouvelle fois

Pour la deuxième année consécutive, le Delizioso est le meilleur kebab de France et décroche la première place en Occitanie. Situé au 1 Impasse André Marfaing, cet établissement au décor soigné se distingue par son approche artisanale : pain, sauce et garnitures sont entièrement faits maison. Ici, le kebab se veut gastronomique, avec une viande d'agneau savamment préparée et accompagnée de légumes frais. « *Ce sont mes propres recettes, personne ne fait les kebabs comme nous* », affirme David Guedria, son fondateur. Ouvert depuis 1999, le Delizioso attire une clientèle variée, bien au-delà des habitués des fast-foods. « *Nous avons beaucoup de familles, et même des personnes âgées* », souligne le chef. Un succès grandissant qui pourrait bientôt donner naissance à une nouvelle adresse en centre-ville.



David Guedria découpe sa viande. © Elsa Versepuy



Les gérants du Nabuchodonosor. © Lauriane Legrand

Le Nabuchodonosor, perle cachée des bars à vin toulousains

Dernier lauréat en date, Le Nabuchodonosor s'est hissé parmi les 100 meilleurs bars d'Europe, toutes catégories confondues. Son secret ? Une sélection pointue de vins naturels, sans produits chimiques, et un lieu à l'atmosphère unique. « *C'est surtout grâce à notre cadre atypique* », confie Benjamin Bohle-Roitelet, co-gérant avec Boris Delmas. Repris en 2019, ce bar sans enseigne et à la lumière tamisée cultive l'exclusivité. « *Ici, on veut des clients ouverts d'esprit, prêts à échanger avec des inconnus* », ajoute-t-il. Un lieu discret, convivial et résolument « safe », à découvrir pour les amateurs de belles quilles.

L'aéronautique comme patrimoine de la Ville rose

Il n'était pas possible de parler de Toulouse sans évoquer l'aéronautique, capitale mondiale dans le domaine. Depuis le 11 octobre, le Concorde 01, exposé au musée Aéroscopia de Blagnac, est classé « Monument historique » en tant qu'objet mobilier. Ce premier exemplaire du supersonique, propriété de l'Académie de l'Air et de l'Espace fondée par André Turcat, rejoint ainsi le patrimoine aéronautique français. L'étude de protection, initiée en juin 2023, souligne l'empreinte indélébile de cet avion mythique, capable de relier Paris à New York en 3h30. Plus de 20 ans après son dernier vol, le Concorde continue de fasciner.



Le Concorde, au musée Aéroscopia. © Marie Chazelas



Devanture du Py'r. © Elsa Sename

Le Py'r, une escale gastronomique incontournable à Toulouse

Impossible de passer à côté des restaurants nichés dans les ruelles toulousaines. Mais s'il y en a un où il faut absolument s'arrêter, c'est bien Le Py'r, la table étoilée de Pierre Lambinon. Sacré parmi les 1 000 meilleurs restaurants du monde, ce lieu chic séduit autant par son décor que par sa cuisine fougueuse. À deux pas du Pont-Neuf, le chef compose des assiettes inspirées, jouant sur l'iode, le grillé et l'amertume végétale. Un restaurant qui a de l'allure, et deux étoiles Michelin pour le prouver.

Skirail : l'offre de transport qui fait atteindre des sommets

ANALYSE

Depuis son lancement par la Région Occitanie et la SNCF en 1990, le Skirail séduit de plus en plus d'amateurs de glisse dans les stations occitanes. A ce jour, ils sont 37% de plus par rapport à la saison précédente.

Une quarantaine d'euros pour une journée de ski, transport et assurance inclus. C'est la promesse du dispositif Skirail, lancé en 1990 à l'initiative de la Région Occitanie, de la SNCF et des stations de ski occitanes. 35 ans plus tard, les acteurs de l'initiative dressent un bilan positif avec des records de fréquentation dans les stations. « *En moyenne, nous accueillons entre 15 000 et 20 000 clients pour chaque saison de ski* », explique Jacques Murat, directeur marketing de la station Ax 3 Domaines, en Ariège. Des résultats concluants malgré la fermeture progressive des stations de ski qui remet en question l'avenir des sports d'hiver depuis quarante ans. D'après un communiqué de la Région Occitanie, huit stations de ski sont partenaires de l'offre Skirail dans les Pyrénées, entre autres Ax 3 Domaines, Beille ou Luchon Superbagnères. L'offre Skirail est simple : réserver un billet de train sur le site de la SNCF pour l'une des stations partenaires. Les clients bénéficient du transport aller-retour depuis la gare Toulouse-Matabiau, de la navette entre la gare d'arrivée et la station, du forfait remontées mécaniques et de l'assurance ski. Une organisation efficace qui a convaincu Jérémi, 20 ans, rencontré le week-end du 25 janvier sur les quais de la gare Toulouse-Matabiau, ses skis sur les épaules : « *C'est très bien organisé, parfois un peu long au début quand on n'a pas l'habitude. Et le prix est relativement raisonnable* », commente-t-il. Une organisation, mais aussi des vertus écologiques qui ont séduit Loane et Charles, 23 et 25 ans.



Station de ski Ax 3 Domaines, Ariège (09). © Jacques Murat

Ils ont opté pour le Skirail afin de se rendre à la station Ax 3 Domaines : « *Le rapport qualité/prix est excellent et le dispositif est pratique pour les jeunes. Et c'est bien plus écologique que de se rendre à la station en voiture* », plaide Loane.

Le train au cœur de l'offre Skirail

Si la formule Skirail a su convaincre les clients et toutes les parties prenantes, le transport reste au cœur de toute la coordination tripartite du dispositif, sous l'autorité de la Région Occitanie. Les moyens de mobilité ont connu des transformations depuis 1990, la clientèle aussi. « *Au lancement du dispositif Skirail, 50% des clients étaient des adultes de plus de 26 ans. Aujourd'hui, les jeunes sont de plus en plus nombreux à opter pour cette formule d'une part parce qu'ils n'ont pas à s'encombrer d'un transport en voiture, et d'autre part pour le bilan carbone* », précise Daniel Aubaret, directeur marketing du pôle régional de la SNCF. Selon une étude de la SNCF, sur les

15 000 skieurs qui se rendent en moyenne chaque année à la station Ax 3 Domaines, près de 12% ont opté pour le train. Une tendance à la hausse d'après Daniel Aubaret. Cela s'explique par des changements drastiques dans l'aménagement et les services proposés dans les trains qui résultent des mesures sanitaires appliquées lors de la pandémie de Covid-19. « *En 2019, le produit commençait à s'essouffler à cause des pertes de temps que subissaient les voyageurs. Ils achetaient leurs billets avec le forfait de ski, mais ne le recevaient pas immédiatement*. » explique-t-il, avant de poursuivre « *Résultat, une fois arrivés à la station, ils passaient par une file d'attente prioritaire en attendant de recevoir leur forfait. Aujourd'hui, ils sont directement distribués dans le train de façon à ce que les clients ne perdent pas quinze minutes* ». L'offre Skirail est valable jusqu'au 30 mars 2025 dans toutes les stations de ski occitanes.

☰ Carla LE PAGE

Les agriculteurs en campagne, pour récolter des voix !

ANALYSE

Les élections des représentants des treize Chambres d'agriculture de la région Occitanie se terminent ce 31 janvier 2025. Les quatre principaux syndicats cherchent à gagner des places pour apporter leur réponse aux difficultés des agriculteurs.

Les manifestations se poursuivent et les problématiques s'accroissent. Depuis 2023, le monde agricole se fait entendre en France et alerte sur sa situation. Revenus insuffisants, accumulation des normes ou encore gestion de l'eau. Autant de thèmes sur lesquels devront travailler les nouveaux élus des Chambres d'agriculture régionales ces six prochaines années. Depuis ce 7 janvier, la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA), les Jeunes agriculteurs (JA), la Coordination rurale et la Confédération paysanne font campagne pour obtenir le plus de voix et représenter les agriculteurs occitans.

« Les Chambres portent vers l'État les revendications des agriculteurs et sont les courroies de transmission des décisions vers le bas », précise Pierre Besse, maraîcher en Haute-Garonne depuis 35 ans qui a voté cette année. Présentes dans chaque département de la région, les Chambres doivent représenter l'ensemble de la profession et de ses acteurs : chefs d'exploitation, salariés, propriétaires fonciers, retraités. Pourtant Jacques Beauville, sur la liste de la FDSEA de Haute-Garonne, l'assume : « C'est quasiment mission impossible de défendre tous les agriculteurs, tant les situations sont disparates », entre petites et très grandes exploitations, maraîchers, céréaliers, éleveurs, viticulteurs.

« Redynamiser le territoire en désertification »

Chaque syndicat ambitionne d'apporter sa réponse, en remportant la majorité des 33 places à pourvoir dans



Installation pour protéger les plantations des courtillères invasives. © Elsa Sename

chaque département. Jusqu'à présent, la FDSEA et les Jeunes agriculteurs, liés par des listes communes, étaient majoritaires dans les Chambres d'agri-

culture occitanes. « Historiquement, la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) est le premier syndicat donc il y a une ten-

dance naturelle à aller vers lui. Les agriculteurs se dirigent aussi vers celui qui a déjà plus de poids pour être entendus », avance Jonathan Kirchner, inscrit sur la liste de la Confédération paysanne de Haute-Garonne. Son syndicat a un objectif en tête : « *Redynamiser le territoire en désertification grâce à des petites fermes désindustrialisées à taille humaine* », précise un membre de la liste pour la Haute-Garonne.

« La défense des agriculteurs face aux problèmes qui menacent leurs activités et revenus »

De son côté, Jacques Beauville de la FDSEA estime : « *Si le modèle de la production du grand-père a disparu, c'est parce qu'il n'est plus viable et qu'il ne tient pas si on ne ferme pas nos frontières. La réalité du marché fait qu'on a besoin de produire des tonnes pour être payés assez.* » La Confédération paysanne défend une plus grande liberté pour les agriculteurs, sans Politique agricole commune (PAC), avec moins d'administratif et de meilleurs revenus. Point important également, une lutte pour la fin des importations de produits moins réglementés qui créent de la concurrence déloyale.

Réchauffement climatique

Le point de convergence entre les syndicats : la défense des agriculteurs face aux problèmes qui menacent leurs activités et revenus. Pierre Besse indique : « *Il y a un vrai problème de prix aujourd'hui, donc il faut récupérer de la marge en éloignant l'industrie.* » Le réchauffement climatique est un autre facteur : « *La météo devient moins prévisible et plus chaotique, ce qui favorise les ravageurs, comme les courtilières, et rend nos récoltes aléatoires* », ajoute-t-il. Les animaux sont, eux, victimes des moucheron qui transmettent des maladies. Dans la région, la maladie hémorragique épizootique et la fièvre catarrhale ovine ont contaminé les troupeaux, aussi touchés par les ours et loups. Pour Jonathan Kirchner, tout l'écosystème est



Pierre Besse, maraîcher bio. © Elsa Sename

en souffrance. « *L'agriculture actuelle a un effet dévastateur sur l'environnement. On note une chute démographique des insectes et oiseaux, une baisse de la fertilité des sols, des problèmes dans la gestion de l'eau et de la pollution aux pesticides et microplastiques.* » Si la situation complique le travail agricole, deux voies sont ouvertes par les syndicats. Poursuivre avec les réalités du système, en modernisant les exploitations pour augmenter le rendement, ou rompre pour retrouver des exploitations moins grandes mais plus nombreuses. Jérôme Bayle regrette l'effet de cette situation : « *On pousse les exploitations à grossir, mais on les coupe les unes des autres.* » La figure de la colère des agriculteurs porte, avec ses Ultras de l'A64, une liste en Haute-Garonne. Revendiquée asyndicale, apolitique et indépendante, elle regroupe des membres de l'association et d'autres syndicats. « *L'important, c'est l'humain et la solidarité. On veut remettre du lien et de la proximité entre les agriculteurs et la Chambre pour recréer un accompagnement.* »

Proximité et national

Cette liste pourrait modifier les équilibres, mais ne convainc pas Jacques Beauville : « *Il ne faut pas se*

couper des syndicats généraux, car on a besoin d'actions fortes sur le terrain et de dirigeants nationaux dans les bureaux des ministres pour régler les problèmes. » C'est pourquoi la FDSEA se targue de son assise sur le territoire. « *Notre système permet d'être très proche de la base avec les agriculteurs, puis de faire remonter les problèmes aux départements et régions puis au niveau national* », développe Marie-Amélie Viargue, présidente de la FDSEA de l'Aveyron.

« Les Chambres portent vers l'Etat les revendications des agriculteurs et sont les courroies de transmission des décisions »

Pour la Coordination rurale, l'enjeu se trouve particulièrement dans les Hautes-Pyrénées et le Gers, où elle a fait ses deux meilleurs scores de la région en 2019 et qui bénéficie de l'influence du Lot-et-Garonne. Pour la Confédération paysanne, l'Ariège est un objectif, où elle avait déjà obtenu 38,79% en 2019. La présentation d'une liste de l'ancien président de la chambre Philippe Lacube, face à la liste de la FDSEA-Jeunes Agriculteurs, pourrait l'y aider. Le principal adversaire des candidats reste l'abstention, très importante dans ces élections, alors que les représentants tirent leur légitimité du scrutin. En 2019 dans le Gard, seuls 37,85% des exploitants avaient voté. Pierre Besse n'y voit pas un acte fondamental : « *Je continue de voter car j'ai encore l'espoir que ce soit utile.* » L'organisation même des Chambres interroge certains, comme Jacques Beauville. « *Il y a moins d'agriculteurs dans la population active que quand les Chambres ont été créées donc on ne peut plus garder le même fonctionnement départemental.* » En attendant, elles subsistent. Les résultats confirmeront la large et traditionnelle victoire de la FDSEA et des JA ou réserveront une surprise dans certains départements d'Occitanie.

Castor près de l'A69 : « On devrait tous se réjouir du retour d'une espèce »

INTERVIEW

Nicolas De Faveri, membre du collectif *La Voie est Libre* depuis janvier 2023, habite sur le tracé de l'A69 et s'est toujours opposé à ce projet controversé. Le castor observé près du chantier ce mois-ci pourrait selon lui remettre en cause la poursuite des travaux.



Nicolas De Faveri, membre du collectif *La Voie Est Libre*. © Nicolas De Faveri

Comment avez-vous été informé de la présence de ce castor ?

Le 16 janvier, le castor a été photographié. Une riveraine, qui parcourt son terrain régulièrement, a observé des traces caractéristiques laissées par le castor, notamment des « crayons » (arbres taillés comme des crayons de bois, NDLR). Elle a alors interpellé l'Office Français de la Biodiversité (OFB), qui a placé un piège photographique capturant l'image d'un castor en train de ronger un arbre. Il est vraiment très discret et plutôt nocturne. On a la chance que ce soit une espèce qui laisse des traces très visibles, et sont incontestables.

Quelles sont les caractéristiques de l'habitat du castor en France ?

Contrairement à l'idée reçue des barrages et huttes, en Europe, le castor creuse surtout des terriers dans les berges et masque l'entrée avec des branchages. Il abat des arbres pour

se nourrir de l'écorce et obtenir des matériaux pour construire son habitat.

Sa présence ici est-elle surprenante ?

Oui, tout le monde la découvre. Les bureaux d'études qui ont planché sur ce projet de l'A69 il y a plusieurs années, n'avaient pas fait figurer la présence du castor. Pour nous, c'est une bonne surprise, car nous sommes dans un contexte d'effondrement de la biodiversité. Je pense qu'on devrait tous se réjouir du retour d'une espèce, peut-être pas pour le concessionnaire.

D'autres espèces protégées ont-elles été recensées sur le tracé ?

Des mammifères comme la loutre d'Europe, le campagnol amphibie et le putois d'Europe avaient été identifiés. Pour construire une autoroute, il faut avoir l'autorisation de détruire ces espèces et ces habitats. Donc il faut recourir à des procédures particulières. L'État a proclamé l'intérêt majeur de l'autoroute A69 pour obtenir le droit de détruire les espèces et les habitats, ce que nous contestons.

Le castor pourrait-il représenter un obstacle à la poursuite des travaux ?

La présence du castor est avérée par l'État, puisqu'elle a été authentifiée par l'OFB. Mais il n'y a aucune dérogation de l'État qui justifierait qu'on puisse lui porter atteinte directement ou détruire ses milieux. Pourtant, c'est ce qui se passe actuellement. Nous demandons à faire le point sur cette présence du castor, savoir quel est son niveau de population et que le chantier s'arrête.



Crayons observés près du chantier de l'A69.

© Nicolas De Faveri

Cette information a-t-elle été intégrée dans les procédures juridiques en cours ?

C'est en cours. Nous avons contesté le bien-fondé de ce projet. Le juge devait statuer en décembre, mais il a relancé l'instruction sans suspendre les travaux. Une décision est attendue pour la fin février.

Quelles seront vos actions si la poursuite du chantier est décidée en février prochain ?

Nous continuerons la lutte. Ce chantier est inutile et injuste. Tant que le bitume n'est pas posé, les travaux restent réversibles. Nous considérons que la justice doit se prononcer sur le droit environnemental, sans prendre en compte les considérations économiques.

≡ Axelle FOURTEAU

Adrien Séguret, capitaine un jour, héros toujours

PORTRAIT

Ambitieux, organisé et passionné mais surtout capitaine pour la première fois cette saison, à 26 ans Adrien Séguret, a mené le Castres Olympique à une victoire historique en Champions Cup. Un doublé marqué, une performance remarquable, et une date gravée dans les mémoires.

Depuis l'enfance, Adrien cache une personnalité résiliente derrière l'image du sportif de haut niveau. Il se rappelle d'une anecdote dans les champs de l'Aveyron, avec son grand-père : « *Il y avait un fruit trop haut pour être atteint, mais rien n'arrêtait ma volonté.* » Échouant à le faire tomber, son grand-père lui proposa de rentrer, mais Adrien refuse d'abandonner « *Mon grand-père m'a regardé en me disant que j'étais la définition de la détermination. Ces mots m'ont marqué et, aujourd'hui, ils résument parfaitement qui je suis.* » Sa persévérance s'est avérée payante lors du match face aux Saracens ce 19 janvier 2025 (victoire de Castres 24-32), qui restera gravé dans l'histoire de Castres et d'Adrien, capitaine pour la deuxième fois seulement. Celui qui se considère souvent comme un « *underdog* », *challenger*, a déjoué les pronostics. Dans une saison où il se sent parfois sous-estimé, ce match a été une revanche personnelle : « *Je ne suis pas forcément le premier choix, mais ça prouve que je peux répondre présent dans les moments cruciaux.* » En inscrivant deux essais et en galvanisant ses coéquipiers dans un groupe remanié, Adrien a saisi une opportunité : « *J'ai souvent dû prouver ma valeur, et là, certains ont compris quel joueur je suis vraiment.* »

Entre rigueur et simplicité

Sa personnalité, Adrien la décrit comme carrée, structurée : « *J'essaie de faire les choses bien, de tout donner à 100 % sur le terrain, comme*

dans la vie. » Pourtant, derrière cette rigueur se cache le visage d'un coéquipier attaché à l'humain : « *J'adore la vie de groupe avec les gars. C'est ça qui me passionne dans le rugby. Même si dans la vie, je suis un peu moins sociable, le rugby m'aide à m'ouvrir.* »



Adrien Séguret porte son maillot. © Théo De Sousa

« *Je peux répondre présent dans les moments cruciaux* »

Au-delà des projecteurs et des stades remplis, à Castres, le trois-quarts centre a pris ses marques avec ses habitudes : « *Le marché le samedi matin, les champignons, la nature... J'aime cette simplicité.* » Une simplicité contrebalancée par une ambition débordante, qu'il cultive dans et en-dehors du rugby. Étudiant en master de management du sport, il est convaincu que sa passion pour le sport trouvera écho dans une nouvelle vocation : « *Je veux rester dans un club, peut-être dans la gestion ou sur le terrain.* »

Un parcours forgé par les opportunités

Adrien Séguret a toujours saisi les opportunités qui ont jalonné son parcours. Ce qui aurait pu n'être qu'un simple tournoi à Albi a été le déclencheur d'une carrière inattendue « *Je n'étais pas sûr de continuer, mais le directeur du pôle espoirs, Sébastien Piqueronies, m'a proposé de passer des tests. C'était un tournant* », se souvient-il. De quoi atteindre la scène internationale, avec un titre de champion du monde U20 à la clé, avant de repartir à zéro en Pro D2. Puis direction Grenoble, où sa rencontre avec sa compagne a agi comme un catalyseur pour sa carrière : « *Ma vie personnelle a eu un impact sur mon jeu. Quand j'ai rencontré ma copine à Grenoble, tout s'est débloqué, je me suis épanoui.* » Aujourd'hui, sa vie privée et professionnelle s'entrelacent : « *Ma copine occupe une grande place dans ma vie, c'est trop important pour le mental. J'ai acquis un équilibre avec elle et le travail.* » Une chance pour lui : « *Elle fait déjà d'énormes sacrifices. C'est dur d'être partenaires. On a la lumière sur nous et c'est nous qui rythmons la vie. On n'est pas souvent là. Niveau caractère, parfois c'est difficile après un match, mais elle me tire vers le haut.* » Une dynamique de soutien mutuel, qui l'accompagne pour répondre à ses ambitions.

≡ Théo DE SOUSA

DOSSIER

80 ans de la **libération** d'Auschwitz : Nîmes honore ses habitants déportés



Devant le Mémorial gardois de la Déportation, à 15 heures, le lundi 27 janvier. © Quentin Girard

**La ville de Nîmes a commémoré les 80 ans de la libération du camp
d'Auschwitz-Birkenau, le lundi 27 janvier à 15h.
Un moyen de transmettre la mémoire à la jeunesse.**

La douceur nîmoise est plus pesante que d'habitude sur le Mémorial gardois de la Déportation. Ce lundi 27 janvier 2025 marque le 80^e anniversaire de la libération du camp de concentration d'Auschwitz-Birkenau par les troupes soviétiques et la découverte des atrocités commises par le régime nazi sur le peuple juif. Vers 15 heures, le principal organisateur de la commémoration, Jean-Paul Boré, fils du déporté juif Jean Boré, commence son discours par celui d'un autre. Celui du résistant nîmois Charles Bedos, le 1^{er} septembre 1945 : « *Il est des visions. Il est des bruits. Il est des couleurs et des horreurs. Des sensations, des sentiments, des atmosphères, qui échappent à toute reproduction.* » Le cofondateur de l'association des amis de la fondation pour la mémoire de la déportation (AAFMD) entend « *faire vivre les mémoires* » des 468 habitants du Gard, dont 187 femmes et 61 enfants, déportés au camp d'Auschwitz-Birkenau. Seuls 38 d'entre eux en sont revenus. Haut lieu de résistance, Nîmes, pourtant située en « zone libre » jusqu'en 1942, lors de la Seconde Guerre mondiale, a également connu les arrestations par la Gestapo, et les trop nombreux départs sans retour de ses habitants. « *Le souvenir de l'horreur ne doit pas s'estomper. Rien ne peut justifier que, 80 ans après, nous ne menions pas le combat, en mémoire de nos frères et sœurs décimés.* »

L'importance de pérenniser les témoignages

Pourtant, malgré tous les efforts menés par les historiens et autres bénévoles, les actes antisémites en France ont bondi en 2024 (+ 260 % par rapport à 2022) : « *C'est la France des Lumières qui affiche ces chiffres* », dénonce-t-il, inquiet du virage que prend son pays. Face aux élèves des lycées Albert Camus et Marie Durand, Jean-Paul Boré espère que la jeunesse saura préserver les témoignages des « anciens », en large majorité lors de la cérémonie. Dont cette femme juive de 88 ans, qui a souhaité rester anonyme. Assise sur un banc des Allées Jean Jaurès, « *parce que le dos souffre autant que le cœur* », l'octogénaire à la chevelure rouge et à la peau tirée par le temps est issue d'une famille parisienne, sauvée par un départ express en zone libre avant l'arrivée des soldats nazis en 1943 : « *J'ai vu tant de mes camarades partir. J'avais 5 ans, et pourtant, j'ai tout de suite compris qu'ils ne reviendraient jamais.* » En France, plus de 11 000 enfants juifs ont été déportés vers les camps allemands. Pour cette femme âgée, le régime d'Adolf Hitler « *n'a pas tué 6 millions de personnes* », mais bien « *des générations entières de Juifs* ». Accompagnée de sa nièce Laulau, elle estime que la passation de la mémoire aux jeunes générations « *passera par les témoignages* ». « *Mais*

j'ai peur que ça s'estompe », ajoute-t-elle le regard lointain, froid, presque vide. Une larme coule sur sa joue, ses yeux humides peinent à être cachés par les lunettes de soleil rondes et le masque baissé sur le menton. Comment tourner la page de tant d'années de souffrances ?

Un devoir de mémoire

« *À l'époque, les rescapés ne parlaient pas. Ils pouvaient être considérés comme des alliés des Nazis, suspectés d'avoir collaboré avec eux pour éviter le transfert à Drancy. Les psychologues n'existaient pas, ça aurait fait tellement de bien à notre communauté* » regrette-t-elle. Encore maintenant, 80 ans après la libération, il lui est impossible de se rendre au camp de concentration d'Auschwitz-Birkenau, transformé en musée commémoratif depuis 1947. « *Je n'ai pas le courage d'y aller. J'admire ces femmes qui s'y rendent.* » se désole-t-elle. Quand on répond que ce n'est pas qu'une question de courage, et qu'assister à l'hommage nîmois est déjà un grand pas, tante comme nièce rétorquent gravement : « *Ce n'est pas du courage. C'est un devoir.* » Au fil de la cérémonie, plusieurs gerbes de fleurs sont déposées par différents représentants de l'État et présidents d'associations. Georges Muller, délégué départemental du Mémorial de la déportation homosexuelle (MDH),



La foule rassemblée pour la commémoration des 80 ans de la libération d'Auschwitz. © Quentin Girard

espère que cet événement aura un impact sur la jeunesse présente. « Nous, les homosexuels, avons eu le même sort que les Juifs, les Tziganes et toutes les autres catégories de personnes déportées. Au vu des horreurs subies, les jeunes ne

doivent pas oublier, et rester solidaires et fraternels pour que cela ne se reproduise pas. » Il garde cependant espoir, marqué par les nombreuses réactions des élèves lors de ses différentes interventions sur le sujet : « J'ai été surpris par le très

grand intérêt qu'ils ont porté au sujet. C'est une question de liberté. Il s'agit de vivre comme on le veut et surtout comme on le peut. Il faut comprendre qu'être homosexuel, tout comme être juif ou tzigane, n'est pas un choix. »

« Alimenter le devoir de mémoire permet de le faire évoluer »

Pour Denis Peschanski, historien spécialiste de la Shoah, le devoir de mémoire en France est en constante évolution depuis 1945. Selon lui, sa pérennisation passera par la société civile.

Depuis 1945, quels ont été les principaux axes d'évolution du devoir de mémoire ?

La mémoire française se base sur des régimes mémoriels structurés autour de figures, qui donnent une dominante dans la mémoire collective des Français. Le devoir de mémoire s'est construit, depuis 1945, sur six de ces régimes. On est passés de la figure héroïque du résistant après la guerre, au changement d'ennemi lors de la Guerre froide dans les années 50 – le nazisme est remplacé par le communisme – pour voir ensuite un retour de la figure résistante sous la présidence du général de Gaulle. Sa chute a ensuite provoqué une prise de conscience sur le passé collaborationniste de la France sous Vichy. Pour enfin imposer la figure de la victime juive dans le devoir de mémoire, avec le procès Klaus Barbie, chef de la Gestapo de Lyon, en 1987, puis le discours de Jacques Chirac en 1995 sur la reconnaissance du rôle de la France dans la déportation des Juifs. Cette année, les commémorations ont mis en lumière les bombardements alliés en Normandie, qui ont causé des milliers de victimes civiles.

Quel est le lien entre la société civile et le devoir de mémoire ?

Il y a plusieurs vecteurs. Le devoir de mémoire peut être initié par l'État, mais également par la société civile, influencée par les films, les chansons...



Les témoignages des rescapés resteront. © Quentin Girard

Alimenter le devoir de mémoire permet de le faire évoluer. La panthéonisation de Jean Moulin en est un très bon exemple. Malgré son rôle important dans la résistance française, il était inconnu du grand public avant son entrée au Panthéon le 19 décembre 1964. L'effet ensuite est incroyable. Aujourd'hui, qui ne connaît pas Jean Moulin ? La panthéonisation est une action politique essentielle en matière mémorielle.

Deux menaces planent : le retour de Donald Trump au pouvoir aux États-Unis, et la disparition imminente des derniers survivants des camps. Comment leur faire face ?

Plusieurs documentaires sortent avec les paroles des rescapés enregistrées. Leurs témoignages resteront. À chaque film étudié, les images sont si fortes

qu'elles restent gravées pour toujours. Maintenant, l'extrême droite est un réel danger. Le soutien apporté par le bras droit de Donald Trump, Elon Musk, au parti d'extrême droite néonazi de l'AfD (Alternative für Deutschland) le 25 janvier, est dangereux. Mais la nouveauté est le rôle de La France insoumise, parti de gauche, dans la montée de l'antisémitisme. Leurs calculs électoraux et l'importation du conflit au Proche-Orient font mal à la communauté juive. En réponse, il faut insister sur l'importance des mots, ne pas utiliser le terme « génocide » à tout-va. Les réseaux sociaux sont essentiels pour entretenir la mémoire. Mais il faut les réguler, car ils peuvent être vecteurs de fausses informations.

≡ Quentin GIRARD

Législation sur la fin de vie, où en sommes-nous ?

DÉCRYPTAGE

Le Premier ministre François Bayrou a annoncé le 22 janvier vouloir scinder la loi sur la fin de vie en deux textes. L'un sur les soins palliatifs, l'autre sur l'aide active à mourir. Analyse de cette décision pour le moins clivante.



Le Premier ministre François Bayrou s'exprime à l'Assemblée nationale le 28 janvier 2025. © Thomas Sanson / AFP

Le Premier ministre François Bayrou a annoncé le 22 janvier vouloir scinder la loi sur la fin de vie en deux textes. L'un sur les soins palliatifs, l'autre sur l'aide active à mourir. Analyse de cette décision pour le moins clivante. En juin 2024, après la délibération d'une convention citoyenne en 2023, le projet de loi sur la fin de vie prévoyant un renforcement des soins palliatifs et introduisant le principe d'une aide à mourir sous certaines conditions arrivait à l'Assemblée nationale. Cependant, la dissolution en avait stoppé net son examen. « *Le cadre d'accompagnement de la fin de vie est-il adapté aux différentes situations rencontrées ou d'éventuels changements devraient-ils être introduits ?* » : telle est la question à laquelle la Convention citoyenne sur la fin de vie, devait répondre. Son rapport, publié en avril 2023, appelle à repenser le cadre d'accompagnement de la fin de vie et se

positionne à 76% pour une ouverture de l'aide active à mourir sous conditions. La convention citoyenne s'était renseignée auprès de divers professionnels de santé et associations. Parmi ces dernières figure la fédération *Jusqu'à la mort accompagner la vie* (Jalmaalv), dont les bénévoles écoutent et accompagnent des personnes en fin de vie en France. Ils sont accompagnés de l'*Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité* (ADMD), qui milite pour un respect de la volonté des personnes en fin de vie de recourir à l'aide active à mourir.

Une division du texte qui fait débat

Nommé le 13 décembre 2024, le Premier ministre François Bayrou a proposé une scission du texte séparant soins palliatifs et aide active à mourir. Selon Olivier de Margerie, président de la fédération Jalmaalv, « *il y a quelque chose de plus sain à séparer les deux sujets parce*

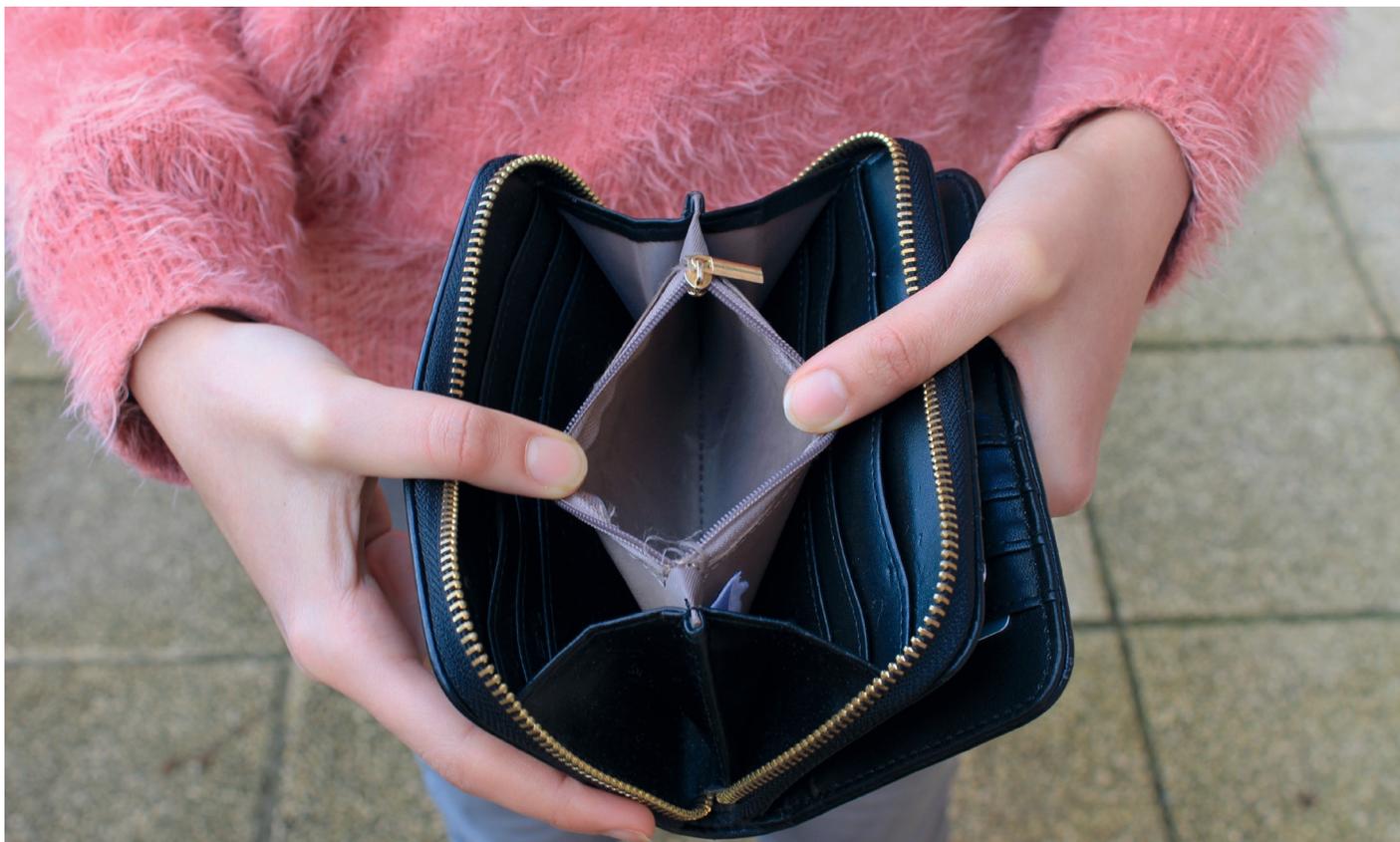
que ce sont deux votes très différents qui nécessitent mûre réflexion. » A contrario Bastien André, responsable des affaires publiques pour l'ADMD, estime que « *le problème en France c'est que soins palliatifs et aide active à mourir sont mis en opposition alors qu'ils doivent être tous deux considérés comme un continuum de soins.* » Pour lui, la scission du texte est une « *manœuvre politique de François Bayrou pour éclipser le texte sur l'aide active à mourir afin de satisfaire une certaine frange de l'échiquier politique et sa volonté personnelle.* » Ainsi, il dénonce un « *déni de démocratie* » et défend la volonté des Français exprimée via la convention citoyenne et illustrée par un sondage de l'Ifop datant d'octobre 2022. Selon ce dernier « *78% des Français attendent de la convention citoyenne sur la fin de vie qu'elle légalise l'aide active à mourir* » et que « *82% des Français considèrent l'euthanasie et le suicide assisté comme des soins de fin de vie.* » Pour lui, est également primordiale la liberté de choisir des personnes en fin de vie et il estime que les textes discutés à l'Assemblée nationale comportent de nombreux garde-fous, « *plus qu'en Belgique par exemple* », qui éloignent tout risque d'abus. O. de Margerie s'inquiète lui de la vulnérabilité des personnes en fin de vie et craint les dérives de cette loi qui pourrait, « *si elle n'est pas suffisamment encadrée, créer une généralisation et un appel d'air qui mettrait une pression sociale à recourir à l'aide active à mourir sur les personnes en fin de vie.* »

≡ Guisane STAFFORD

Précarité : les associations tirent la sonnette d'alarme

DÉCRYPTAGE

Les 37 associations du collectif *Alerte* ont adressé, mercredi 22 janvier, une mise en demeure à l'État pour son manque d'action dans la lutte contre la précarité. Un phénomène qui touche une part grandissante de la population française.



62 % des Français déclarent avoir connu ou été sur le point de connaître une situation de pauvreté, d'après l'Ipsos. © Elsa Sename

D'après la dernière étude de l'Insee, datée de 2022, 9,1 millions de Français vivent sous le seuil de pauvreté monétaire. Ils représentent 14,4% de la population. Face à ce constat, le collectif *Alerte*, qui rassemble 37 associations luttant contre la pauvreté et l'exclusion, brandit la menace du contentieux. Il se réserve la possibilité de saisir le Conseil d'État si un plan quinquennal de réduction de la précarité n'est pas mis en place dans les deux prochains mois. Dans un communiqué, le collectif explique regretter que « ces enjeux n'aient pas été évoqués par François Bayrou dans sa déclaration de politique générale le 14 janvier dernier, laquelle fixe les priorités et actions de son gouvernement. »

En plus du lancement d'une pétition citoyenne et d'une campagne d'affichage, le collectif a adressé un courrier au Premier ministre, et à la ministre des Solidarités, Catherine Vautrin. « Nous appelons solennellement chaque parlementaire à rappeler l'État à ses obligations en matière de lutte contre la pauvreté et à s'engager personnellement pour que des politiques publiques ambitieuses soient mises en place, » écrit le collectif dans le texte de la pétition. En effet, la loi du 1^{er} décembre 2008 oblige le gouvernement à définir un objectif quantifié de réduction de la pauvreté tous les cinq ans, et à transmettre chaque année au Parlement un rapport sur les mesures et les moyens financiers

mis en œuvre pour satisfaire cette mission. Or, le dernier rapport portant sur cette question a été publié en 2011.

« L'inaction de l'État devient de plus en plus grave »

La précarité est définie comme étant la situation sociale d'une personne dont les conditions de vie et d'emploi sont marquées par une forte incertitude. « La crise financière et l'inflation ont engendré une deuxième vague de précarité, la première ayant été causée par le Covid. Dans certaines localités, nous avons dû faire face à une augmentation de 30 à 50% du nombre de demandeurs d'aide », constate Nicolas Champion,

secrétaire national en charge des solidarités au Secours populaire. L'une des dimensions de la précarité peut être observée dans le domaine de l'alimentation. D'après le Baromètre des Territoires 2025 d'Elabe, paru le 14 janvier, 23% des Français ont dû recourir aux aides alimentaires à cause de l'inflation. Dans son plaidoyer intitulé *Stop à la maltraitance institutionnelle*, ATD Quart Monde, association membre du collectif *Alerte*, observe que « les dépenses contraintes augmentent et le reste à vivre diminue. Les personnes en situation de pauvreté en sont à faire appel à des aides d'urgence et sollicitent des services et des associations qui sont saturés et peinent à répondre aux besoins. » Un autre aspect de la précarité concerne le mal-logement. « De plus en plus de personnes ont besoin d'aide, constate Benoit de Richemont, responsable du site d'Emmaüs de Labarthe-sur-Lèze. À Toulouse, nous disposons au total de 150 places d'hébergement. Si nous n'étions pas limités, nous accueillerions 400 à 600 personnes. On reçoit 10 à 30 demandes de logement par semaine. »

Le coût actuel de la pauvreté s'élève à 119 milliards d'euros par an

D'après l'édition 2024-2025 du rapport sur la pauvreté en France, émis par l'Observatoire des inégalités, 330 000 personnes n'ont pas de domicile et vivent sans toit, dans un hôtel

social ou en centre d'hébergement. En 2012, ce chiffre s'élevait à 141 500, selon l'Insee. « Aujourd'hui, les femmes enceintes et même les enfants de moins de trois ans sont laissés à la rue, » déplore Benoit. Entre 2020 et 2024, le nombre d'enfants sans solutions d'hébergement a augmenté de 120% d'après le Baromètre de l'UNICEF et de la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS). « L'inaction de l'État est de plus en plus grave, affirme Benoit de Richemont. Le plan grand froid (dispositif gouvernemental d'hébergement d'urgence en cas de très basses températures, NDLR) n'a pas été déclenché alors qu'il faisait -4 °C. »

Les facteurs systémiques de la pauvreté

L'association ATD Quart Monde dénonce également la « maltraitance institutionnelle ». Ce phénomène désigne l'ensemble des traitements inadaptés liés aux fonctionnements des institutions, portant atteinte aux droits et à la dignité des personnes. Par exemple, la suppression de points d'accueil humain de proximité en fait partie. « Quand la maltraitance institutionnelle intervient alors que d'autres difficultés sont vécues par les personnes précaires, elle produit la spirale infernale de la pauvreté, affirme Anne-Marie de Pasquale, déléguée nationale d'ATD Quart Monde. Il faudrait davantage d'investissements humains et financiers, ainsi que des formations pour les membres du per-

sonnel, pour qu'ils aient une meilleure compréhension de la grande pauvreté. »

Entre 2020 et 2024, le nombre d'enfants à la rue a augmenté de 120%

En ce sens, les obstacles que peuvent rencontrer les personnes précaires résultent d'un cumul de divers facteurs, allant des privations matérielles au manque d'information. « Il faut mettre en place un accompagnement global des publics. Une personne isolée, qui n'est pas à l'aise avec l'outil numérique, ne va pas pouvoir accéder à ses droits, » analyse Nicolas Champion. Or, ces solutions se frottent à la réalité de la situation économique en France. « Les dépenses sociales risquent de diminuer à cause des coupes budgétaires, bien qu'elles constituent un investissement sur le long terme, » s'inquiète Anne-Marie. En réalité, la pauvreté cause elle aussi une perte dans le porte-monnaie de l'État. En effet, selon l'étude réalisée par le cabinet Olivier Wyman pour le collectif *Alerte*, en France métropolitaine, le coût actuel de la pauvreté s'élève à 119 milliards d'euros par an pour la puissance publique. « Si le gouvernement venait à réduire les dépenses liées aux prestations sociales, ces coûts indirects de la pauvreté augmenteraient mécaniquement, » peut-on lire dans le texte de l'étude. Les associations qui lancent l'alerte sur la précarité en France attendent désormais une réponse de l'État.

Les chiffres de la précarité

- La pauvreté touche **1,4 million de personnes** en plus entre 2002 et 2022. ⁽¹⁾
- **38% des citoyens** ont des difficultés à payer leur logement ou leur emprunt immobilier. ⁽²⁾
- **40% des Français** déclarent avoir traversé une période de grande fragilité financière. ⁽²⁾
- **32% des Français** diminuent parfois ou régulièrement leur nombre de repas par jour. ⁽²⁾

⁽¹⁾ Rapport sur la pauvreté en France, édition 2024-2025, Observatoire des Inégalités

⁽²⁾ Baromètre 2024 de la pauvreté et de la précarité, Ipsos

Le nouveau programme d'éducation sexuelle « changera peu de choses »

INTERVIEW

Mercredi 29 janvier a été présenté au Conseil supérieur de l'éducation le nouveau programme d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (EVARS). Hélène Legrand, professeure de Sciences de la vie et de la Terre (SVT) au collège Irène Joliot Curie (Cher) reste sceptique.

Comment décrivez-vous l'évolution de l'éducation sexuelle dispensée au collège ?

Depuis le début de ma carrière en 2002, l'enseignement de SVT a peu évolué. La reproduction a toujours fait partie du programme. C'est vrai qu'on insiste davantage sur le consentement et les stéréotypes de genre. Ce qui change par contre, ce sont les connaissances des élèves. Avec Internet, ils ont accès à beaucoup de choses qu'il faut déconstruire. Je vois que certains connaissent des mots et des pratiques dont les élèves dix ans plus tôt n'avaient jamais entendu parler.



Hélène Legrand dans sa salle de cours. © Katy Meyer

Comment gérez-vous ces évolutions si le programme ne change pas ?

Grâce aux actions en dehors des cours. Dans les heures dédiées à l'éducation sexuelle, on parle plus de la pornographie par exemple. On essaye d'aborder tous les sujets qui peuvent questionner les élèves. Certains sujets sont développés uniquement si un élève en parle, telle que la masturbation. Le problème est que de réelles différences existent entre les établissements. Mon collège actuel fait des efforts pour donner une éducation sexuelle à chaque classe ce qui est loin d'être le cas partout.

Selon une loi de 2001, les élèves doivent suivre trois heures par an d'éducation sexuelle. Qu'en est-il dans votre établissement ?

Au collège Irène Joliot Curie, une heure par an et par classe est consacrée à l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (EVARS).

En sixième, on aborde la puberté et les changements du corps, en quatrième, les relations amoureuses. On fait donc partie des établissements qui ne respectent pas les trois heures car ce n'est pas réalisable pour nous. Une enquête *Nous Toutes* a révélé que les Français âgés de 15 à 24 ans avaient suivi en moyenne 2,7 heures d'éducation sexuelle dans l'ensemble de leur cursus. Nos élèves profitent de six heures puisqu'en troisième, une demi-journée est banalisée pour un forum autour de la sexualité.

Comment se déroule ce forum ?

Pendant trois heures et demie, les élèves participent à divers ateliers animés par des enseignants et des intervenants. Le collège fait appel au Réseau VIH (virus de l'immunodéficience humaine) du Cher, à des sage-femmes et des infirmières scolaires venues d'autres établissements.

Ces personnes-ressources échangent avec les élèves en petit groupe. Les thèmes principaux abordés sont les infections sexuellement transmissibles, les différentes sexualités, le consentement et la contraception.

Comment sont accueillies ces heures par les élèves et les parents ?

À la fin du forum, un formulaire est distribué aux élèves pour nous permettre de savoir ce qu'ils ont apprécié ou non. La majorité des réponses est positive, les élèves semblent contents d'avoir ce moment. Le fait d'être en petit groupe est aussi apprécié. C'est propice pour échanger sur ce qu'ils connaissent ou non de la sexualité, ils sont plus à l'aise. Concernant les parents, certains échanges révèlent leurs inquiétudes. Ils se font une fausse idée de ce qui est dit. On échange avec ceux qui nous contactent, mais il y aura toujours une poignée d'élèves absents pile ce jour-là.

Est-ce que le nouveau programme va réellement changer des choses ?

Au vu de ce qui est fait dans le collège où je travaille, cela ne changera pas grand-chose. On applique déjà les grandes lignes. Puis on demande toujours aux établissements plus alors qu'on a déjà les programmes à finir. Débloquer des créneaux pour l'éducation sexuelle est nécessaire, mais en fonction du nombre d'enseignants prêts à participer et disponibles, ce n'est pas toujours évident.

≡ Nina WEILLER

Échec de la loi martiale : Yoon Suk Yeol perd le contrôle de son pays

DÉCRYPTAGE

Le 26 janvier 2025, le président conservateur sud-coréen Yoon Suk Yeol a été inculpé par le parquet pour insurrection. Cette décision s'ajoute à la procédure de destitution en cours à son encontre.

Jugé devant la Cour constitutionnelle coréenne qui statue sur sa destitution, le président Yoon Suk Yeol va également comparaître pour insurrection après sa décision le 3 décembre 2024 d'instaurer la loi martiale. Le motif insurrectionnel n'est pas couvert par l'immunité présidentielle. Il risque donc la prison à perpétuité ou la peine de mort. Il est le premier chef d'État sud-coréen à être arrêté en exercice. Françoise Nicolas, conseillère du centre Asie de l'Institut français des relations internationales (IFRI) explique : « *Ce n'est pas une remise en cause du régime, mais plutôt la peur qui l'a poussé à instaurer la loi martiale.* » En effet, le président Yoon, élu depuis 2022, n'a jamais pu gouverner comme il le souhaitait face à une opposition majoritaire à l'Assemblée nationale.



Manifestation pro-Yoon à Séoul le 23 janvier 2025. © Anthony Wallace / AFP

La majorité contre le président

Le 3 décembre 2024, le président tente de faire passer en force son budget à l'aide de la loi martiale. Elle est rapidement bloquée par les membres de l'hémicycle rassemblés d'urgence dans la nuit suivant l'annonce. C'est une tentative qui restera infructueuse pour Yoon. « *C'était mal préparé, elle n'a été effective que pendant six heures, seul le Parlement était bloqué, pour empêcher le vote* », raconte Nicolas Rocca, ancien correspondant RFI à Séoul. Et pour cause, le président ne peut pas aller à l'encontre du vote des députés. Les 190 présents dans l'hémicycle ont dû, pour certains, escalader les barricades mises en place par le commandement martial pour faire entendre leur voix et contrer le président. Attachés à

une démocratie durement acquise, les Sud-Coréens manifestent rapidement à Séoul. Le correspondant continue : « *Il y a un décalage profond dans la société. Ce qui inquiète maintenant, c'est la montée d'un mouvement pro-Yoon de plus en plus actif et nombreux.* »

« *La menace nord-coréenne ne justifie pas le commandement martial* »

Si les jeunes et notamment les femmes appuient la destitution, les conservateurs, eux, traditionnellement discrets, se font aujourd'hui entendre. Ils placent Yoon en figure de résistant, face à « *l'envahisseur nord-coréen* ». Une menace constamment brandie par le président et ses membres du Parti Peuple au Pouvoir (PPP). Pourtant, les deux spécialistes confirment

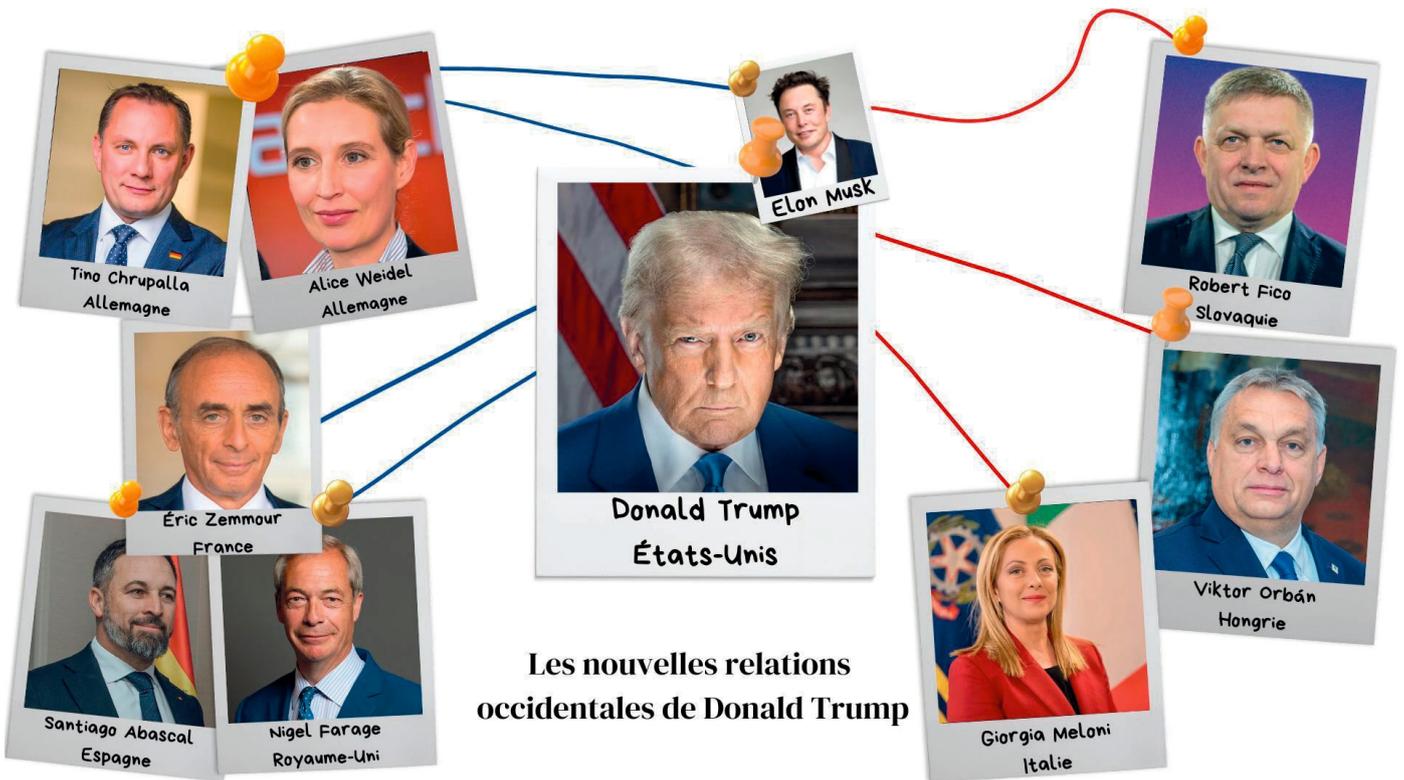
qu'« *on ne peut pas vraiment lier les deux : la menace nord-coréenne ne justifie pas le commandement martial.* » L'enjeu est maintenant de gouverner un pays dont le président est en prison et dont le Premier ministre a démissionné après avoir reconnu être impliqué dans la tentative d'insurrection. Françoise Nicolas explique qu'avec la réélection du président Donald Trump aux États-Unis, qui « *veut réduire le budget défense de ses alliés, ce serait la porte ouverte aux pressions régionales* ». Le 4 février se conclue le procès en destitution de Yoon Suk Yeol. Nicolas Rocca affirme qu'« *en fonction du verdict, suivra rapidement une élection présidentielle* », ce qui permettra à la Corée du Sud d'approuver un budget et de rétablir la stabilité politique.

≡ Lina ROSSI

Donald Trump, détonateur d'une droite décomplexée

ANALYSE

La réélection d'un Donald Trump encore plus radical que lors de son premier mandat symbolise un glissement de la classe politique vers la droite. Ce vote marque-t-il le basculement d'un monde vers l'extrême-droite ?



Les nouvelles relations occidentales de Donald Trump

Liens bleus : les politiciens invités à l'investiture de Donald Trump. Liens rouges : les dirigeants européens soutenant Donald Trump. © Léopold Paitier, Ludovic Thorel

« Nous ouvrirons pleins de bouteilles de champagne », avait déclaré le Premier ministre hongrois Viktor Orbán en octobre 2024 en cas de retour au pouvoir de Donald Trump. Cela symbolise un phénomène global : l'installation progressive de discours jadis jugés marginaux au cœur des démocraties contemporaines. L'exemple le plus illustre est bien celui du nouveau locataire de la Maison Blanche, investi le 20 janvier 2025. À la cérémonie d'investiture, des personnalités issues des droites les plus radicales de la politique internationale. Santiago Abascal, figure de proue du parti espagnol Vox, a par exemple fait le déplacement. Les discours, comme celui d'Elon Musk, témoignent de la sphère

qui l'entoure aujourd'hui. Un cadre qui façonne chez Donald Trump une aura singulière pour l'extrême droite.

« Nous assistons à un effondrement des dogmes logiques de la séparation des pouvoirs »

Lors de son premier mandat, Trump avait déjà brisé de nombreux tabous, s'élevant en porte-voix d'une Amérique en quête de nouveau identitaire. Mais à l'époque subsistait encore un équilibre fragile entre populisme et institutions républicaines. Aujourd'hui, le ton est plus assumé. « Il a adopté une vision où les institutions doivent être soumises à la volonté du leader », souligne Yves-René Guillou, professeur en droit international.

Caractère d'une dictature selon lui : « Nous assistons à un effondrement des dogmes logiques de la séparation des pouvoirs. »

L'ancien président se présente comme un rempart face à une gauche « anarchique ». Depuis l'élection en novembre, Trump adopte une posture plus agressive. En témoignent ses nombreuses déclarations provocatrices, comme celle de faire du Canada le 51^e État américain. Des appels qui trouvent écho bien au-delà des frontières américaines, amplifiant la légitimité des idéologies d'extrême droite.

Une puissance américaine incontournable

L'influence américaine ne s'est jamais éteinte. « Les Européens suivront

toujours les États-Unis. Il n'existe pas d'autres grandes puissances à part la Chine. Mais celle-ci reste trop éloignée », analyse Carlo De Nuzzo, docteur en science politique. Face à cette dépendance, le politologue demeure sceptique quant à l'impact durable des politiques de Trump : « *Même s'il est en train de faire exploser le discours politiquement correct, il ne peut pas détruire ce lien que les États-Unis ont construit en 80 ans.* »

« L'Europe est déjà fracturée, et nous avons vu la mollesse avec laquelle elle a traité le défi ukrainien »

Pourtant, l'investiture semble marquer un changement : ses relations internationales ne sont déjà plus les mêmes. Elon Musk, directeur du département de l'Efficacité gouvernementale, multiplie les déclarations de soutien envers le parti nationaliste allemand (AfD). Un groupe politique d'extrême-droite souvent rattaché au néo-nazisme par ses opposants. « *On assiste à une rupture avec les engagements multilatéraux que l'Amérique a entretenus pendant des décennies* », affirme Yves-René Guillou. En Europe, le discours reste eurosceptique. Mais pour Carlo De Nuzzo, les pays

sont déjà divisés malgré eux : « *L'Europe est déjà fracturée, et nous avons vu la mollesse avec laquelle elle a traité le défi ukrainien* », développe ce dernier. En ce sens, la récente tentative d'acquisition du Groenland s'inscrit selon lui « *dans une nouvelle forme d'impérialisme, qui envoie un message davantage à la Chine qu'à l'Europe déjà faible et divisée* ». Quant au retrait des États-Unis des accords de Paris et de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), Yves-René Guillou y voit « *un abandon de leur rôle moral de leadership (...). Trump défie les principes fondamentaux du multilatéralisme et cherche à établir un ordre du monde centré sur l'intérêt américain.* » Un isolationnisme économique, politique et social qui fait voler en éclats des décennies de politique internationale mais « *qui ne réduit en rien leur influence.* » Dans ce sens, la montée de l'extrême droite pourrait s'accélérer, prévient le politiste Carlo De Nuzzo : « *Il pourrait y avoir un effet Trump, avec une légitimation accrue, tant dans le discours que dans les politiques publiques.* » Pour l'expliquer : « *L'arc républicain, visant à exclure les extrêmes, s'effrite : affaiblis, les centristes s'allient de plus en plus à la droite radicale.* »

Un modèle trumpiste difficilement exportable

« *Les États-Unis sont un cas exceptionnel.* » L'un des fondements de leur économie se base sur les importations. Ainsi, les frais de douanes promis par Trump bousculent le modèle libéral et entrent en synergie avec les valeurs de la droite protectionniste. En menaçant l'OTAN, le président américain risque de fracturer des relations commerciales enracinées. « *Un climat où les extrêmes se sentent légitimés à prendre le pouvoir* », décrit Yves-René Guillou. Mais aussi un symbole de ce rapprochement presque intime entre certains dirigeants et la figure états-unienne. Sans doute afin d'être avantagées dans les nouvelles politiques douanières de Washington. Cela causerait un affaissement des relations entre pays occidentaux, permettant aux États-Unis de disposer des nations européennes à leur guise. Les mouvements d'extrêmes-droites pourraient alors devenir des leviers pour semer la discorde entre des pays jugés plus faibles. Diviser pour mieux régner.

≡ Léopold PAITIER,
Ludovic THOREL



Donald Trump devient le 47^e président des États-Unis le 20 janvier 2025. © Morry Gash / AFP

Nicolas Champollion : « Il n'est pas trop tard pour sauver nos glaciers »

INTERVIEW

L'Organisation des Nations Unies (ONU) et l'Organisation météorologique mondiale (OMM) ont lancé le 21 janvier 2025, « l'année de préservation des glaciers ». Nicolas Champollion, chercheur au CNRS de Grenoble, participe au projet visant à ralentir la disparition des glaciers.

Selon une étude de 2023 de la revue *Science*, entre 45 et 50% des glaciers sont condamnés. Quel est l'état de la fonte des glaciers dans le monde ?

Il y a 270 000 glaciers de montagne sur la planète. Leur volume diminue chaque année à cause du dérèglement climatique. Ils ne fondent pas tous à la même vitesse. Cela dépend de leur zone géographique. Par exemple, dans les Alpes, l'état est plus préoccupant par rapport à ceux situés au nord de la Russie, près de l'Arctique. Globalement, selon nos recherches, tous les glaciers du monde auront diminué en moyenne de volume entre 20 et 46% d'ici la fin du siècle.

Pensez-vous que l'ONU peut avoir un réel impact sur la « préservation des glaciers » ?

J'ai une position partagée. J'y crois, mais j'ai des doutes. Cette opération vise à sensibiliser les sociétés mais surtout à chercher des financements de la part des États ou de philanthropes pour sauver les glaciers. Je crains qu'elle ne soit pas assez puissante et qu'elle ne puisse pas se faire entendre sur ce sujet comme c'est déjà le cas avec les rapports du GIEC. De plus, je n'aime pas l'expression choisie « année de préservation des glaciers ».

« Je prône la sobriété, le bon sens et une écologie éducative »

Il n'est pas trop tard pour sauver nos glaciers, mais ce n'est pas en un an que l'on y arrivera. Il n'existe aucune solution technologique pour les préserver, on ne peut pas mettre une couverture



Selon le CNRS, les glaciers verront leur volume diminué entre 20 et 46% d'ici à 2 100. © Nicolas Champollion

sur les glaciers. L'ONU doit jouer son rôle d'unificateur et d'acteur contre la disparition de nos écosystèmes.

Comment allez-vous travailler avec l'ONU et l'OMM ?

C'est un travail mensuel entre les chercheurs du projet, les services de l'ONU et les États. Nous sommes quatre groupes de 25 chercheurs chacun, spécialisés dans un domaine. Je fais partie pour ma part de la « Task trois ». L'objectif est de réaliser un panorama pour améliorer la recherche, analyser les risques futurs et proposer des solutions à long terme pour garantir la conservation des mers de glace. Il y a un consensus entre les experts sur les causes de la fonte des glaciers, mais nous ne sommes pas tous d'accord sur la manière dont on l'atténue.

Quelles sont les conséquences à court et long terme de la disparition des glaciers de montagne ?

Les risques sont multiples. Tout d'abord, si les glaciers fondent, ils

participent à l'élévation du niveau des mers. Aujourd'hui, il augmente entre trois et quatre millimètres par an. On peut estimer que ce sera entre 60 et 80 millimètres en 2 100. Ensuite, sous les glaciers sont stockés des poches d'eau, si elles éclatent elles pourraient provoquer de graves inondations dans les vallées. Les mers de glace sont aussi une source d'eau fraîche qui représente entre 30 et 40% d'eau pour les rivières.

Quelles sont les solutions que vous proposez pour freiner la fonte des glaciers de montagne ?

Ce sont les mêmes que pour ralentir le dérèglement climatique : diminuer les émissions de gaz à effet de serre liées aux activités humaines. Je pense intimement que chaque effort compte et que nous n'avons pas besoin de toujours en vouloir plus. Je prône la sobriété, le bon sens et une écologie éducative.

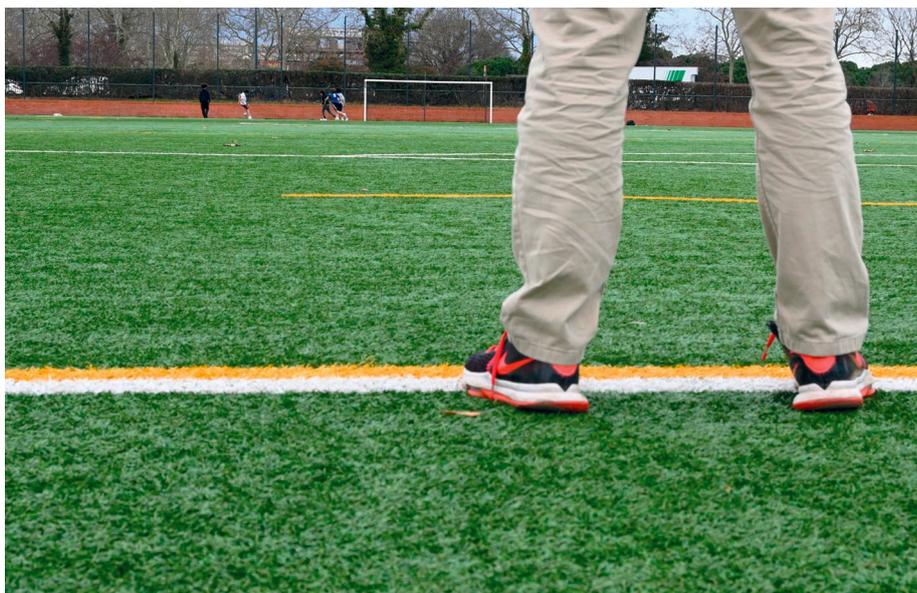
≡ Mathéo DATAS

Budget des sports : des agents démunis face à une **diminution historique**

DÉCRYPTAGE

Plus de 400 athlètes ont signé une tribune dans le journal *L'Équipe* le 21 janvier 2025 contre la diminution du budget du ministère des Sports. Dans les départements, les manœuvres commencent.

« **V**ous allez voir l'an prochain, à cause des JO, il n'y aura plus d'argent » prophétisait le président d'une grande fédération il y a quelques mois. C'est désormais chose faite : le budget 2025 du ministère des Sports devrait être amputé de 30% de ses moyens. Une réduction de 400 millions portant son poids à 0,13% des charges du budget de l'État. Son plus bas niveau historique. Une situation « *tout bonnement inacceptable* » pour le président de la Fédération française d'aviron (FFA) Christian Vandenberghe. « *Le sport rassemble, éduque et soigne, c'est un investissement pour l'avenir. Il ne peut être sacrifié au lendemain des Jeux.* »



Stade Pierre Corbarieu, Toulouse. © Lauriane Legrand

« On n'a aucune visibilité »

Dans les départements, comme dans l'Essonne, au sud de Paris, les manœuvres commencent pour faire avaler la pilule aux associations. « *C'était bizarre, on a reçu des mails disant qu'on voulait nous rencontrer, discuter des subventions...* », confie Christian Marchiori, vice-président du comité départemental olympique et sportif. « *Ce sont des choses qui n'arrivaient jamais auparavant.* » Une rencontre qu'il n'a pas souhaité commenter. « *Ça ne sent pas bon* » confie-t-il tout de même. De nombreux dirigeants de comités départementaux auraient également reçus des mails de ce type. Une référente du service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (SDJES) qui a participé à certaines de ces rencontres, a bien voulu nous révéler la teneur des discussions sous couvert d'anonymat. « *C'est le même triptyque : subventions, subventions et encore*

subventions. [...] On n'a aucune visibilité sur les enveloppes, mais on leur dit qu'on est sûr d'une chose : on ne pourra subventionner que les dépenses de fonctionnement incompressibles. » Comprenez : il faut oublier les subventions pour le handisport ou la féminisation, et se concentrer sur les besoins directs comme le paiement des salariés et les besoins de fonctionnement. « *Beaucoup tombent des nues quand on leur dit [...] mais la situation nous affecte tout autant.* » Surtout, la diminution du budget de l'agence nationale du sport (ANS) s'accompagne d'une réduction drastique des crédits alloués aux collectivités locales. Collectivités qui elles-mêmes subventionnent le sport aux côtés de l'ANS.

« L'État doit tenir sa promesse »

Christian Vandenberghe, le président de la FFA, ne décolère pas. « *L'État doit tenir sa promesse !* » « *C'est une aberration*

de considérer le sport comme un centre de coûts, alors même que l'ensemble des taxes prélevées sur les activités physiques, sportives et les jeux en France, rapporte à l'État plus que le sport ne coûte. »

« Le sport ne peut être sacrifié »

Près de 400 athlètes ont également signé cette semaine dans le journal *L'Équipe* une tribune contre cette baisse annoncée. Dans une réponse au quotidien sportif, Emmanuel Macron leur a donné raison, assurant que « *depuis 2017, j'ai veillé à ce que le budget du sport augmente chaque année.* » « *Il faut tenir nos engagements* » a-t-il insisté, à rebours de son propre gouvernement. Symbole des désaccords qui règnent au sommet de l'État, loin de la nécessité éprouvée par les bénévoles tout en bas de l'échelle.

L'Open Occitanie de tennis, nouvel événement phare du sport régional

ANALYSE

Menacé de disparition ces dernières années, l'ATP 250 de Montpellier a reçu le soutien de plusieurs acteurs locaux qui lui ont permis de survivre et de s'inscrire un peu plus comme une attraction incontournable du paysage sportif en Occitanie.

Exit l'Open Sud de France, bonjour l'Open Occitanie ! Pour sa 15^e édition, le tournoi de tennis de Montpellier s'est paré d'une nouvelle identité qui souligne son lien renforcé avec la Région. « Avec ce changement, on est davantage tournés vers la région » explique Antoine Ludger, directeur marketing de l'agence TV Sport Events, en charge de l'organisation de l'événement. « Les spectateurs, notamment les clubs de tennis qui se déplacent en groupe, viennent de toute l'Occitanie. C'est important de mettre ça en avant, d'autant que la Région s'est battue pour que le tournoi continue d'exister. » Car ces dernières années, l'Open Occitanie a été mis en danger par l'arrêt du financement venu de la métropole de Montpellier, qui versait tous les ans 400 000 euros. Pour combler ce manque, les organisateurs, soutenus par la Région, ont dû trouver de nouveaux investisseurs et demander

un effort supplémentaire aux autres collectivités locales. Ce sont notamment la communauté d'agglomération du Pays de l'Or et le département de l'Hérault qui ont mis la main à la poche. « On a mis des mois pour combler cette somme. On a dû convaincre les partenaires que l'on a trouvés sur la durée » racontait Kamel Chibli, vice-président de la Région Occitanie, lors de la conférence de presse annuelle du tournoi le 7 janvier 2025. « Tout le monde a envie de préserver ce tournoi parce que tout le monde y est attaché. On est contents qu'il continue ici. »

« Le tennis prend une place plus en plus importante grâce à ce tournoi »

Comme l'explique A. Ludger, la survie de l'événement était capitale pour Montpellier et sa région : « Économiquement, les retombées sont colossales. Les déplacements, les hôtels,

la restauration et toutes les autres dépenses rapportent beaucoup d'argent. Ça aurait été une énorme perte si le tournoi avait disparu. » Lors de la conférence de presse de l'édition 2024, le directeur général de TV Sport Events Samir Boudjema expliquait que le tournoi génère chaque année « 6,5 millions d'euros dans la métropole, et plus de 11 millions d'euros dans la région. » Mais les retombées de l'Open ne sont pas qu'économiques : « Avoir un événement de cette ampleur ici, c'est génial pour les fans de sport. Ça permet aux jeunes d'approcher leurs champions et de susciter des vocations. On est dans la foulée des Jeux Olympiques pendant lesquels le sport a été très exposé, et la France est un pays de tennis, donc il faut en profiter » ajoute A. Ludger. Une vision que partage K. Chibli : « Le tennis est le deuxième sport le plus pratiqué dans la région. Pour perpétuer cette dynamique, il est important d'avoir un tournoi comme celui-là, qui a une visibilité internationale. » L'organisation mise sur des tarifs très attractifs – à partir de huit euros la place pour les trois premiers jours – pour développer la popularité du tournoi. « On sent que les gens sont attachés à cette compétition » explique A. Ludger. « Elle est en train de s'implanter et de devenir un événement important du calendrier sportif de la ville et de la région. Le paysage sportif montpelliérain et occitan est déjà très riche, mais le tennis y prend une place de plus en plus importante grâce à ce tournoi. »



L'Open Occitanie se déroule du 26 janvier au 2 février à l'Arena de Montpellier. © Pascal Guyot / AFP

» Pierre BOURGEOIS

Toulouse - Montpellier : simple concurrence régionale ou **nouveau derby** ?

ANALYSE

En 2014, la fusion des régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées crée l'Occitanie. Un terreau fertile pour faire grandir la rivalité sportive entre Toulouse et Montpellier. Autopsie d'un duel occitan dans le monde du sport.

Le 26 janvier dernier, le Montpellier Hérault Sport Club (MHSC) venait s'imposer au Stadium de Toulouse sur un score de 2 buts à 1. Un résultat scellant une semaine de confrontation sportive où les deux villes se sont aussi rencontrées en rugby et en handball. Un simple hasard du calendrier, mais qui témoigne de la place importante qu'occupent les deux métropoles dans le paysage sportif français. Avec cette concurrence grandissante, certains supporters commencent notamment à parler d'un derby occitan. Rémi Belot, journaliste et co-auteur du livre *35 chocs qui secouent le foot européen*, nous explique le terme : « Historiquement, cette idée vient d'Angleterre pour désigner un affrontement d'une même ville. Il y a un contexte de proximité géographique à comprendre. [...] La compétitivité des clubs est aussi importante. Il faut qu'à un moment dans l'histoire, les deux entités aient évolué dans la même division pour s'affronter. »

« On ne peut pas parler de rivalité ni de derby »

De la compétitivité dans les deux villes, il y en a. Les deux sœurs occitanes sont représentées à haut niveau dans bon nombre de disciplines. Petit avantage pour Montpellier niveau sport collectif, qui place son équipe de basket et de water-polo dans l'élite, là où Toulouse préfère rayonner sur le monde de l'ovalie. Sur un plan géographique, les deux villes sont les plus grandes métropoles de l'Occitanie, mais ce

point ne suffit pas pour que l'on qualifie cette concurrence comme un derby. C'est en tout cas ce qu'explique R. Belot : « En France, ce terme est utilisé à tort et à travers. On ne peut pas parler de derby quand les deux villes sont séparées de plus de 200 kilomètres. » Une distance trop importante qui n'empêche pas ce *mano a mano* d'être un catalyseur pour faire briller la région.

Au football, « c'est l'occasion de faire briller l'Occitanie »

Si ce duel sportif se joue sur plusieurs terrains, c'est à travers le football que les marqueurs d'identité occitane trouvent leur plus vive expression. Avec la descente aux enfers du Nîmes Olympique ces dernières saisons, Montpellier a vu les derbies contre son rival de toujours disparaître. Même schéma avec le Toulouse Football Club où son rival, les Girondins de Bordeaux, évolue désormais en quatrième division. Selon R. Belot, même si les deux clubs sont les seuls

représentants de la région dans l'élite du football, cela ne fait pas d'eux des rivaux : « Même s'il peut subsister chez certains des enjeux de suprématie régionale, c'est surtout pour faire vendre [...] On ne peut pas parler de rivalité ni de derby. Il n'y a aucun historique de tension. » Pour les supporters, ces matchs se jouent aussi sans belligérance. Anthony, membre de la *Butte Paillade 1991* (groupe de supporters du MHSC) précise : « Ce match, on le voit comme la fête des voisins, ce n'est pas le match de l'année. » Même son de cloche pour Gilles, supporter violet depuis 2003 : « Au-delà de l'adversaire que l'on respecte, c'est surtout l'occasion de faire briller l'Occitanie. » Et pour faire briller leur région, les Toulousains ont fait fort le week-end dernier. Une croix géante du Languedoc, animée par plus de 6 000 supporters : voilà ce que l'on pouvait observer dans les travées du virage Brice Taton au Stadium.

≡ Antoine LASCARAY



Le tifo des Indiens Tolosa 1993 face au MHSC, le 26 janvier 2025. © Romain Breban

Du Sport et Plus : quand les champions redonnent le sourire aux enfants

ANALYSE

Depuis 2012, l'association *Du Sport et Plus*, fondée par Éric Friedrich, apporte du réconfort aux enfants hospitalisés grâce au sport. Karim Laghouag, parrain de l'association, use de sa notoriété pour offrir des moments inoubliables aux enfants hospitalisés.



Karim Laghouag en visite à l'hôpital de Chartres, pour l'association. © Du Sport et Plus

Karim Laghouag, médaillé olympique du concours complet d'équitation, est l'un des six parrains de l'association *Du Sport et Plus*. Il ne se contente pas d'être un simple cavalier. Pour lui, c'est une cause noble et juste dans laquelle il faut s'investir : « *Quand on rencontre ces enfants malades, on reçoit autant que l'on donne. Leur énergie incroyable malgré leur détresse est très inspirante.* » Karim le perçoit comme un engagement qui va de soi avec le métier : « *Je pense que c'est le rôle d'un sportif de s'engager dans des causes comme celle-ci plutôt que de s'impliquer dans la politique. Il faut avant tout aider les gens en difficulté, proches de chez nous.* »

« Ce n'est pas juste vendre un polo et être content »

Un investissement constant pour le cavalier qui multiplie les actions. Entre ventes aux enchères, visites dans les hôpitaux, mais aussi réunions annuelles et communications sur les réseaux sociaux.

« *Il ne suffit pas de donner son nom. Il faut s'investir personnellement pour que cela fonctionne* » ajoute le médaillé d'or. Pour Karim, faire partie de l'association, c'est aussi un apport personnel qui lui permet de grandir en tant qu'humain : « *Les gens ne se rendent pas compte du bien que ça vous apporte. Encore une fois, c'est win-win. Ce n'est pas juste vendre un polo et être content, c'est voir ce que ça apporte réellement, et ça donne une autre dimension à ce qu'on fait.* »

Des moments qui n'ont pas de prix

L'association *Du Sport et Plus* voit le jour en 2012. Imaginée par Éric Friedrich, l'idée naît des suites de la maladie de son fils. « *J'ai passé cinq ans de ma vie dans les hôpitaux pour lui. Et en tant que professeur d'EPS, j'ai eu l'idée de mettre en relation le sport et les enfants hospitalisés pour essayer d'améliorer un quotidien loin d'être facile.* » Les actions menées par Éric sont

multiples : dotations de jouets, rencontre avec les enfants ou encore invitations à des événements sportifs. L'association a pour mission d'offrir des actions concrètes pour redonner le sourire à des enfants qui l'avaient perdu : « *Je me souviens d'une petite fille qui est montée à bord d'un véhicule lors d'un événement Porsche. Elle pleurerait de bonheur dans la voiture* », se remémore Éric. Il ajoute : « *On a aussi eu un petit garçon en chambre stérile, grand fan de tennis, qui attendait la visite de Paul-Henri Mathieu avec impatience. On a trouvé le moyen de faire quelques échanges de balles en mousse avec lui. Il n'en croyait pas ses yeux.* »

Des traces indélébiles pour les enfants, mais aussi pour les parents souvent autant touchés. « *Ils connaissent leurs quotidiens et quand on peut leur apporter quelques minutes de bonheur ça n'a pas de prix pour eux.* » Pour le président, c'est presque un devoir pour les sportifs d'incarner ces valeurs humanitaires, « *même si certains, au début, ne sont pas vraiment motivés. Après avoir vécu ce genre d'expérience, ce sont souvent eux qui nous sollicitent pour y retourner et distribuer à nouveau du bonheur.* »

Du Sport et Plus apporte aujourd'hui son soutien à 34 services hospitaliers à travers la France. En 2024, 20 000 enfants malades ont bénéficié des actions de l'association. Parmi lesquels le programme « *Activité Physique Adaptée en Pédiatrie* » pour leur offrir la possibilité de faire du sport, même à l'hôpital.

≡ Romain BREBAN

Le Carnaval de la Ville rose se pare aux couleurs des Antilles

INTERVIEW

Sylvain Deloumeaux, président du groupe de percussionnistes les *Twopikal all Stars*, apporte une culture venue d'ailleurs dans la Ville rose. Ses musiciens et lui font le show à l'antillaise à l'occasion des Samedis Percussion du Monde et du Grand défilé du Carnaval.

Qui sont les Twopikal All Stars ?

Nous sommes un groupe de percussionnistes, constitué en grande majorité d'Antillais de Martinique, Guadeloupe, Sainte-Lucie, etc. Nous comptons une trentaine de membres avec des musiciens, des danseurs et ce qu'on appelle des *helpers*, qui sont plutôt là pour l'aspect technique. Nous faisons partie des six groupes de musique antillais de Toulouse, et jouons pour des événements privés et associatifs, comme le grand Carnaval de Toulouse.



Sylvain Deloumeaux, président des Twopikal all Stars. © Lauriane Legrand

Comment se déroule un carnaval aux Antilles ?

Je suis originaire de Guadeloupe et le carnaval est un point central de ma culture. C'est la raison pour laquelle j'ai accepté tout de suite l'invitation du Carnaval de Toulouse. Le carnaval antillais est ancré en moi. Dès le collège, je défilais avec mon frère et ma mère du dimanche au Mardi gras. C'était une véritable fête qui se terminait avec le Mercredi des Cendres.

C'est un jour de deuil où tout le monde s'habille en noir et blanc. D'ailleurs chez nous, on ne parle pas de vacances d'hiver, mais de vacances de carnaval, c'est vous dire. C'est une tradition héritée de l'époque des colonies : les catholiques faisaient la fête avant le Carême. Ils ont fini par autoriser les esclaves à faire de même aux couleurs de leur culture, le temps d'une journée.

treize ou quatorze *breaks* au total, tous associés à un chiffre. Le jour J, on assemble tout : le chef d'orchestre fait un numéro avec sa main, puis donne un signal sonore avec sa caisse claire qui indique le début du *break*. Celui-ci dure en général une ou deux minutes.

Que ressentez-vous en jouant ?

C'est un vrai défouloir. Je suis pâtissier, et j'ai parfois des journées très longues. Donc ça fait un bien fou de tout relâcher en rythme. Cela donne l'impression d'entrer en transe, d'être libre. Par-dessus tout, je suis fier de porter et de partager cette culture qui m'est chère. Les musiciens, tous passionnés, sont devenus une vraie famille pour moi. Ma mission aujourd'hui, c'est de donner envie aux Toulousains d'aller voir un carnaval antillais. Et, j'ai pu le constater ces dernières années, ça plaît.

Les dates clés du Carnaval de Toulouse

- **11 janvier - 22 février** : Samedis Percussions du Monde
- **1er mars** : Batucagras
- **30 mars** : descente de caisses à savon à Jolimont
- **16 avril** : Carnaval des enfants au Jardin Raymond IV
- **19 avril** : grand défilé du Carnaval de la Parade des Cocus, d'Arnaud Bernard aux Remblas à Jean Jaurès, sur les boulevards

Comment se déroulent vos entraînements ?

Nous nous entraînons tous les dimanches pendant deux heures dans une salle près de Blagnac, et avons mis en place deux heures supplémentaires pour préparer le défilé du Grand Carnaval. Nous avons un rythme de base, assez caractéristique du carnaval qui fait *tu tcha tu tcha tcha* (il tape sur la table avec ses doigts). Cela est suivi d'un *break*, une phrase rythmique dont la cadence change, et qui mobilise plus ou moins d'instruments. Nous utilisons

Jean-Pascal Molus : Angoulême, « à la fin, il en reste douze »

INTERVIEW

Jean-Pascal Molus, fondateur du magasin de BD Terres de Légendes à Toulouse, se rendra cette semaine à Angoulême, dans le cadre de la 52^e édition du Festival de la BD.



Jean-Pascal Molus, fondateur de Terres de Légendes. © Bianca Turco

Quel est l'intérêt pour vous de participer au Festival ?

Chaque librairie est libre de son choix. Certaines décident de ne pas y aller. À Terres de Légendes, je suis le seul, mais j'y vais surtout, car c'est là-bas que nous nous réunissons avec notre coopérative Canal BD pour une assemblée générale. Nous sommes plusieurs librairies indépendantes regroupées en association pour peser plus lourd au niveau des négociations avec les fournisseurs. C'est aussi un temps où autrices et auteurs vont se retrouver, là où ils ne se verraient pas le reste de l'année, et où ils peuvent discuter, décider de choses. Il y a des réunions entre auteurs et éditeurs, mais aussi entre libraires et maisons d'édition. Le plus intéressant, c'est surtout qu'il y a du lien interprofessionnel dans la chaîne du livre, entre éditeurs, diffuseurs, auteurs, et libraires. Ça permet une vraie immersion avec tous les autres acteurs du milieu.

Comment fonctionne le prix des libraires ?

Ce sont les libraires qui votent pour leur album préféré. L'idée c'est que ça permet une visibilité pendant toute l'année. Quatre albums sont mis en avant par les 170 libraires à travers la France tous les deux mois. Nous votons pour trois BD à chaque fois. À la fin, il en reste douze et parmi elles, nous votons pour notre favorite. Nous avons essayé de spéculer le gagnant avec mes collègues, mais nous ne connaissons le résultat du dernier tour seulement lorsque le prix sera attribué à Angoulême.

Quel est l'impact du Festival sur la présentation et les commandes de votre librairie ?

Je vais peut-être un peu démystifier quelque chose, mais il n'y a pas tant d'impact que ça sur les librairies au moment du Festival. Tout d'abord parce que nous gardons une part de

subjectivité. Chaque librairie a son identité. Soyons clairs, si un album ne nous a pas plu du tout, nous ne le mettrons pas spécialement en avant sous prétexte qu'il a gagné le prix du meilleur album. Si les gens le demandent, nous leur montrerons évidemment la sélection, mais sans forcément la mettre en lumière. En revanche, si un titre nous a beaucoup plu, comme *La couleur des choses*, il sera encore dans les piles. Par ailleurs, les lecteurs ont souvent tendance à retenir deux prix, qu'ils vont allègrement mélanger : le Grand Prix et le Prix du Meilleur album, alors que le premier ne concerne pas une seule œuvre, mais est remis à un auteur ou à une autrice pour l'entièreté de sa carrière.

Et sur les ventes ?

Il y a plus de curiosité honnêtement. Les ventes sont à la marge. Généralement, si l'album est vraiment bon et qu'il nous a plu, les ventes sont déjà faites, étant donné que le festival porte sur les sorties de l'année précédente. Néanmoins, il y a souvent des titres qui ne parlent pas à un spectre très large de lecteurs mais qui suscitent tout de même de l'intérêt.

Avez-vous un favori parmi la sélection ?

À titre personnel, et pour le côté féministe, je vote pour *Impénétrable* d'Alix Garin. Il a le mérite de parler de sexualité, de vaginisme, et de beaucoup de sujets sur lesquels de nombreux mecs devraient s'informer, selon moi.

≡ Bianca TURCO

SCROLL ! : l'intelligence artificielle, une utopie fictive ?

REPORTAGE

Dans plus d'une centaine de lieux, le festival *SCROLL !* propose des animations autour du numérique. Les événements sont gratuits et ouverts à tous jusqu'au 1^{er} mars. Son inauguration s'est déroulée à la médiathèque José Cabanis mardi 28 janvier.

La pluie en a dissuadé plus d'un car les chaises sont vides face aux orateurs de l'inauguration de *SCROLL !* le festival numérique des bibliothèques. La présentation se déroule dans le hall de la médiathèque José Cabanis, quant à elle très fréquentée. Autour, les étudiants, les familles et les personnes venus se réfugier sous un espace couvert se mélangent. Le bruit de fond des conversations aux alentours emplie le rez-de-chaussée, les organisateurs de la soirée d'ouverture du festival prennent la parole. Cette année, le festival se place sous la thématique des utopies numériques. Le but de *SCROLL !* est de développer un imaginaire plus positif autour du numérique au travers de cinq catégories : la création artistique, les enjeux du numérique, les jeux vidéo, les arts et spectacles et glitch, la nouvelle rubrique qui regroupe le reste des ateliers jugés inclassables. Lors de cette inauguration, l'intelligence artificielle (IA) est mise à l'honneur. C'est le sujet de l'exposition *Toulouse Ex-Machina* disponible gratuitement au sein de la médiathèque José Cabanis. Rendez-vous dans les différents étages pour découvrir ces œuvres générées par l'IA. Le centre de culture le Quai des Savoirs s'est associé à Umeshu Lover, un studio français de développement visuel et de jeux vidéo basé à Toulouse. Cette exposition interroge : l'IA va-t-elle remplacer



Exposition *Toulouse Ex-Machina* disponible à la médiathèque José Cabanis. © Elsa Senane

les artistes ? Le concept est simple : comment une IA représente-t-elle la ville de Toulouse sans l'œil humain ? « *C'est du pur faux* » nous assure Marina Léonard, responsable de la programmation, de la création et des médias du Quai des Savoirs. Toulouse étant peu documentée, il a fallu « *nourrir l'IA* ». L'action de l'Homme passe après, afin de proposer une œuvre sans défaut.

L'art et l'IA font-ils bon ménage ?

« *À nous d'être vigilant sur la place que l'IA occupe* » avertit Arnaud Vayssade, programmateur du festival. Pour comprendre les bons comme les mauvais côtés « *il faut tester, être curieux* ». Arnaud reste conscient des limites de l'IA : « *le principal problème, c'est l'impact écologique qui contraste avec nos convictions* ». Le but est d'allier la création et la prévention sur les questions que son utilisation soulève. Cette dernière commence avec Erwan.T, médiateur numérique à la bibliothèque du Mirail, qui propose une animation

interactive sur les IA utilisées dans un cadre de création textuelle ou musicale. « *Les IA ont-elles une mémoire ?* » interroge Marise, une dame âgée. Il explique alors que tout ce qui est entré dans le logiciel est conservé. « *Attention à ne pas être trop bavard en leur présence !* » plaisante-t-il. La présentation terminée, direction l'exposition, l'occasion de déambuler au milieu des livres. De grandes affiches dévoilent le résultat de la création de mondes alternatifs qui partent d'un environnement familier pour les Toulousains. Isabelle, documentaliste à la médiathèque, est méfiante. « *C'est étrange et perturbant de voir Saint-Sernin à côté d'une grande cascade* ». Le résultat manque de naturel. « *Si ça avait été une autre ville, je n'aurais peut-être pas remarqué* » reconnaît-elle. Si elle salue la technique derrière le résultat, Isabelle place « *l'artiste* » au rang de technicien.



Scannez pour découvrir la programmation complète.

≡ Marion ARNOULT

Agenda culturel

Théâtre

Festival Théâtres d'Hivers

Toulouse accueille la 27^e édition du festival Théâtres d'Hivers jusqu'au 13 février. La comédie amateur est à l'honneur cette année. Au total, 19 spectacles pour petits et grands sont présentés dans les théâtres et centres culturels de la Ville rose.

Événement

Carnaval à Toulouse

Le Comité d'Organisation du Carnaval Unifié organise le carnaval annuel de Toulouse. Au programme : musique et courses de caisses à savon. Dès demain, et tous les samedis de février, le concert « *percussions du monde* » retentira dans les rues de la Ville rose, avant les caisses à savon en mars et le défilé du 19 avril.

Culture

Festival Cuba Hoy

Musique, danse, chant, théâtre... La 28^e édition du festival Cuba Hoy propose une rencontre avec les cultures des pays d'Amérique latine, d'Afrique et des Caraïbes à travers des genres variés. Organisé par l'association Yemaya, l'événement met en lumière plusieurs artistes féminines.

Musique

SDM en concert

Le rappeur SDM fait son retour sur la scène avec son nouvel album *À la vie, à la mort*. Il passera le 2 février à 19 heures au Zénith de Toulouse.

Art

ART3F à Toulouse

Le salon international d'art contemporain ART3F ouvre ses portes du lundi 3 au dimanche 9 février, au parc des Expositions de Toulouse. L'événement réunira 250 exposants, et plus de 3 500 œuvres, présentées à la vente.

≡ Luce TRUFIER

Maria : Angelina Jolie, une Callas à bout de souffle

CRITIQUE

En salles le 5 février, le *biopic Maria* revient sur les derniers jours de la Callas interprétée par Angelina Jolie. Un film aux accents tragiques qui occulte une grande partie de la carrière de la chanteuse.



Angelina Jolie a pris des cours de chant pendant plusieurs mois avant de prêter sa voix à Maria Callas. © NETFLIX

Le scénariste Steven Knight a pris le parti de la noirceur pour aborder la fin de vie de celle qui est souvent décrite comme la plus grande cantatrice du vingtième siècle. L'action se déroule en 1977 à Paris, où la diva vit recluse dans son somptueux appartement de l'avenue Georges Mandel. Le réalisateur Pablo Larrain dépeint une femme faible, solitaire, entourée de ses deux domestiques. Interprétés par Alba Rohrwacher et Pierfrancesco Favino, Bruna et Ferruccio sont aux petits oignons pour satisfaire et maintenir en vie leur maîtresse. Quatre ans après son dernier concert, âgée de 53 ans, Maria a perdu ses facultés vocales mais continue de chanter dans sa cuisine. Le film dévoile un aspect peu connu de sa vie : alors qu'elle ne donne plus de concerts publics, la diva répète secrètement au théâtre des Champs-Élysées avec le pianiste Jeffrey Tate, espérant retrouver son timbre d'antan. De nombreux *flashbacks* ponctuent le *biopic*. Pablo Larrain met en scène une Maria jeune qui chante pour des soldats allemands durant la guerre, en échange

d'argent. Le réalisateur s'attarde ensuite sur sa relation avec l'homme d'affaires Aristote Onassis (Haluk Bilginer). Des extraits originaux des performances de la jeune Callas sont habilement mis en parallèle avec sa voix défaillante - tant en puissance que sur les notes aiguës - de la diva au crépuscule de sa vie. Paris réussi pour Angelina Jolie qui prête sa voix à Maria lors de ces scènes, convaincante dans le rôle d'une Callas en déclin sur le plan vocal, physique et psychologique. Néanmoins, la noirceur de ce portrait s'avère exagérée. Bien que diminuée et dépendante aux médicaments hallucinogènes, Maria n'a jamais rompu avec la vie sociale. Le film ne montre pas qu'elle recevait trois jours avant sa mort la pianiste Janine Reiss, avec qui elle projetait d'apprendre le rôle de Charlotte pour un enregistrement de l'opéra *Werther*. Il est regrettable que l'ascension et l'apogée de la chanteuse, ainsi que ses collaborations avec de grands artistes, soient occultées. Une fin qui laisse les mélomanes sur leur faim.

≡ Zoltan BACH

Au Café Authié, ça tourne pour la première chaîne du Japon !

EXTRA

Le plus vieux bar de Toulouse, le Café Authié, situé sur la place Dupuy, vit une semaine quelque peu particulière. La première chaîne télévisée japonaise, NHK, tourne une émission culinaire au sein du bistrot. Une authenticité qui séduit.



L'intérieur vintage du Café Authié. © Lauriane Legrand

La nuit tombe. De l'extérieur, la lumière du café éclaire les sept personnes installées sur des chaises en bois en terrasse, chaudement emmitouffées dans leurs doudounes et leurs écharpes. Il est 18 heures et l'ambiance se veut vintage. On peut y lire sur des plaques d'un autre temps « Saucisson Mireille », « Caves Saint-Antoine vin à emporter », « Viennoise export », « Grande source Vittel, la santé en bouteille ». Sur la porte d'entrée, une inscription : « Du 29 janvier au 1er février, les caméras sont présentes au Café Authié ! Pour la chaîne japonaise NHK. » Les clients sont prévenus. Aligot revisité ou encore canard confit. La gastronomie occitane fait frémir les papilles au pays du soleil levant. C'est au Café Authié, place Dupuy à Toulouse, que la plus importante chaîne

de télévision japonaise, NHK, a décidé de tourner le nouveau numéro de son émission *Les bistrotts du monde difficile à trouver*. L'objectif : faire découvrir aux Japonais des lieux de restauration authentiques et gastronomiques hors des sentiers battus par les guides touristiques. Avec un regard attentif sur ce qu'il se passe aux alentours, Akiko, coordinatrice de ce tournage, explique : « il a fallu tester une quinzaine de cafés toulousains en trois jours pour trouver la perle rare. » Celle qui répondra à ses attentes et à celles de son réalisateur Hiroki Fujimoto. « On trouve un bistrot où on mange toujours bien, du fait maison. Un lieu qui est apprécié par les habitants du quartier. Un propriétaire sympathique et passionné », ajoute la coordinatrice. D'autres émissions ont déjà été tournées en France, « à Bordeaux, Lyon, Monaco,

Paris, en Provence, au Pays Basque ». À l'arrière du café, ses collègues équipés de caméras et d'éclairage filment différents plans d'un plat. Le maître mot : « l'authenticité ». Et pour la conserver, ils ne sont qu'une équipe de trois. « Nous devons être les plus discrets possible. »

« Un sacré coup de projecteur »

Pour autant, les caméras braquées sur le bistrot n'ont rien changé à l'ambiance. C'est ce qu'explique Louise, serveuse depuis trois ans, s'appuyant sur le comptoir tout en réfléchissant, « C'est une ambiance vieillotte mais très chaleureuse ici. Les gens discutent, rigolent. » À l'intérieur, le bruit de la vaisselle qui s'entrechoque résonne au milieu des voix des clients. Dans son bureau, le propriétaire du bistrot aux cheveux gominés, Olivier Guinou, 55 ans, voit d'un très bon œil cet événement. « C'est un énorme coup de projecteur. Je suis très content de cela. Ce n'est que le premier jour de tournage, on n'a donc pas beaucoup de recul, mais le bistrot est plein. » Ce n'est pas la première fois que d'illustres personnes ou émissions pointent le bout de leur nez dans le bistrot. « Rien qu'hier Lambert Wilson est venu manger ici. Marion Cotillard est déjà passée aussi. Le réalisateur des *Tontons Flingueurs*, Georges Lautner, a déjeuné ici. Il a même signé une dédicace. » En bref, le Café Authié est une véritable institution à Toulouse !

≡ Maëlle LANDRIEAU,
Daniel LUMBROSO

